



# Tableau de bord du marché du travail luxembourgeois

## Indicateurs relatifs aux flux de main-d'œuvre

Période de référence : juin 2016 - juin 2017

Date de parution : novembre 2017

## Liste des indicateurs

1. Les flux de main-d'œuvre salariée : nombre de recrutements et de fins de contrat (y compris emplois intérimaires)	2
2. La saisonnalité des flux de main-d'œuvre salariée	3
3. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité	4
4. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le genre	6
5. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon l'âge	9
6. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon la nationalité et la résidence	13
7. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le type de contrat	16
8. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire rémunérés au voisinage du salaire social minimum	19
Note méthodologique	22
ANNEXES	23

Les chiffres des flux annuels depuis 2009 sont disponibles sur la page suivante :

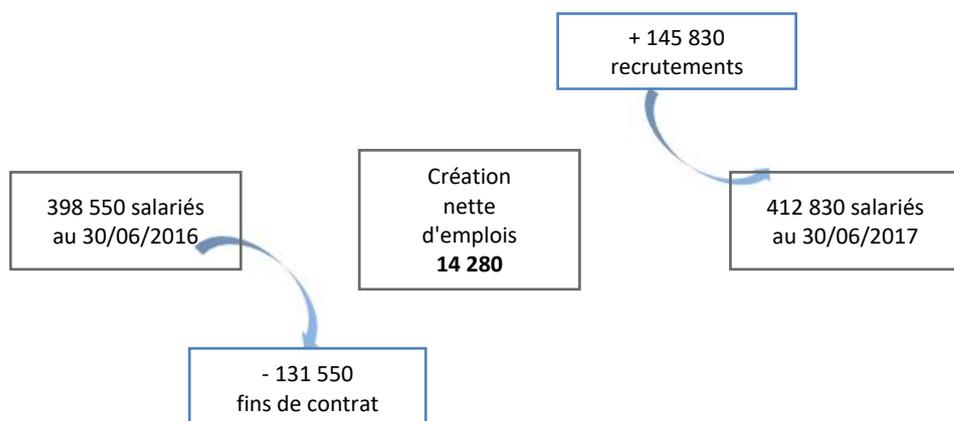
<http://www.adem.public.lu/fr/marche-emploi-luxembourg/faits-et-chiffres/statistiques/igss/Tableaux-interactifs-flux-emploi/index.html>

Pour des raisons de protection des données à caractère personnel, tous les effectifs présentés dans ce tableau de bord sont arrondis à la dizaine inférieure ou supérieure.

Les explications et les précautions d'utilisation de ces chiffres sont détaillées dans la note méthodologique.

# 1. Les flux de main-d'œuvre salariée : nombre de recrutements et de fins de contrat (y compris emplois intérimaires)

## 1.1. Flux et création nette d'emplois salariés



Au 30 juin 2017, il y avait 412 830 salariés au Luxembourg contre 398 550 au 30 juin 2016<sup>1</sup>. Entre ces deux dates, on observe 145 830 recrutements et 131 550 fins de contrat (dont près de 4 250 départs à la retraite<sup>2</sup>). Le solde entre les recrutements et les fins de contrat (appelé création nette d'emplois salariés) est de 14 280 salariés. L'emploi salarié a donc augmenté de 14 280 unités sur la période étudiée, soit une progression de 3,6%.

## 1.2. Poids de l'emploi intérimaire dans les flux de main-d'œuvre salariée

	Recrutements (1)	Fins de contrat (2)	Création nette d'emplois salariés (3)=(1)-(2)
Salariés hors intérimaires	117 180	102 990	14 190
Salariés intérimaires	28 650	28 560	90
Total	145 830	131 550	14 280

Sur l'ensemble des recrutements réalisés, 20% concernent des emplois salariés intérimaires tandis que 80% concernent des emplois salariés non intérimaires.

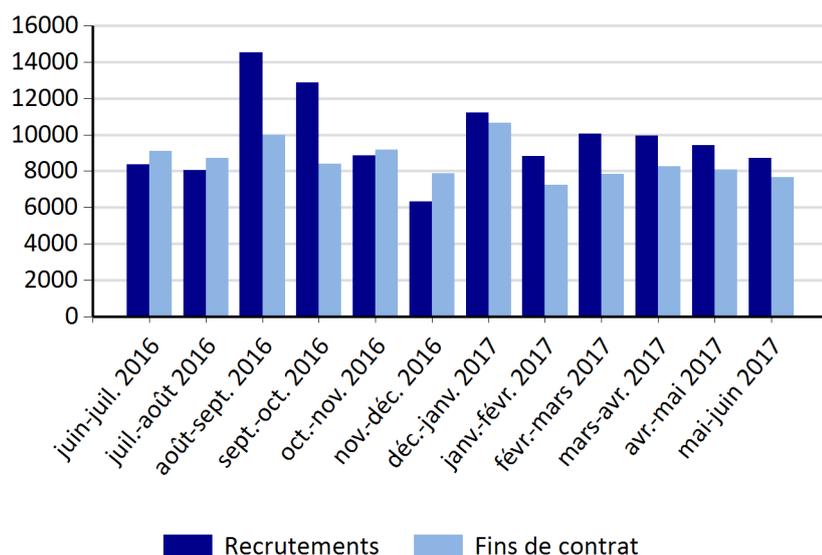
Pour les fins de contrat, ces chiffres s'établissent à 22% et 78%. Notons que parmi l'ensemble des salariés travaillant au Luxembourg au 30 juin 2017, 2,3% occupent un emploi salarié intérimaire (soit 9 510 personnes).

<sup>1</sup>A partir d'octobre 2016, quelques changements méthodologiques sont intervenus dans la définition du champ de l'emploi. Ils ont été appliqués rétroactivement de manière à éviter une rupture de série.

<sup>2</sup>Ce nombre de départs à la retraite ne comprend pas les retraites du régime statutaire (fonctionnaires et employés de l'Etat) car les données ne sont pas encore disponibles pour la période étudiée. En se basant sur les données des 12 mois antérieurs, on peut estimer à quelque 500 les départs à la retraite du régime statutaire.

## 2. La saisonnalité des flux de main-d'œuvre salariée<sup>3</sup>

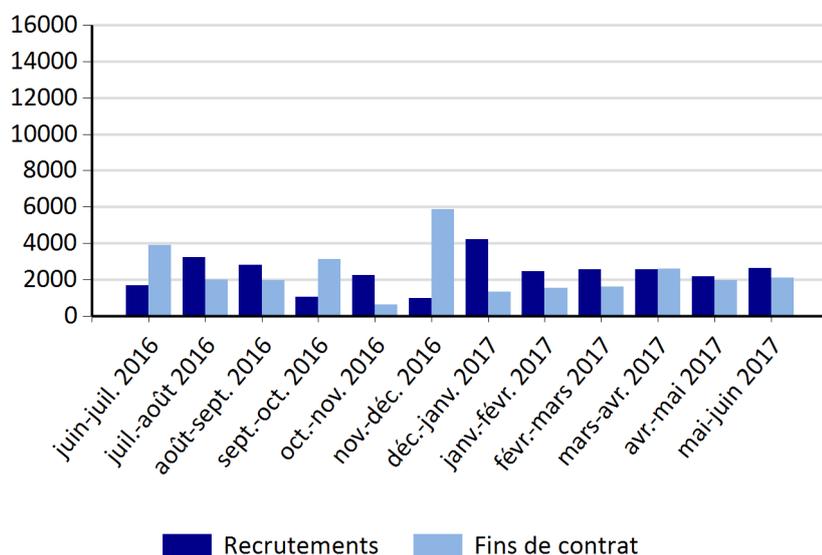
### Salariés non intérimaires



Selon les mois, le nombre de recrutements de salariés non intérimaires oscille entre 6 320 et 14 520 ; celui des fins de contrat, entre 7 240 et 10 670.

**Guide de lecture :** Entre juin et juillet 2016, on observe 8 370 recrutements et 9 120 fins de contrat pour les salariés non intérimaires.

### Salariés intérimaires

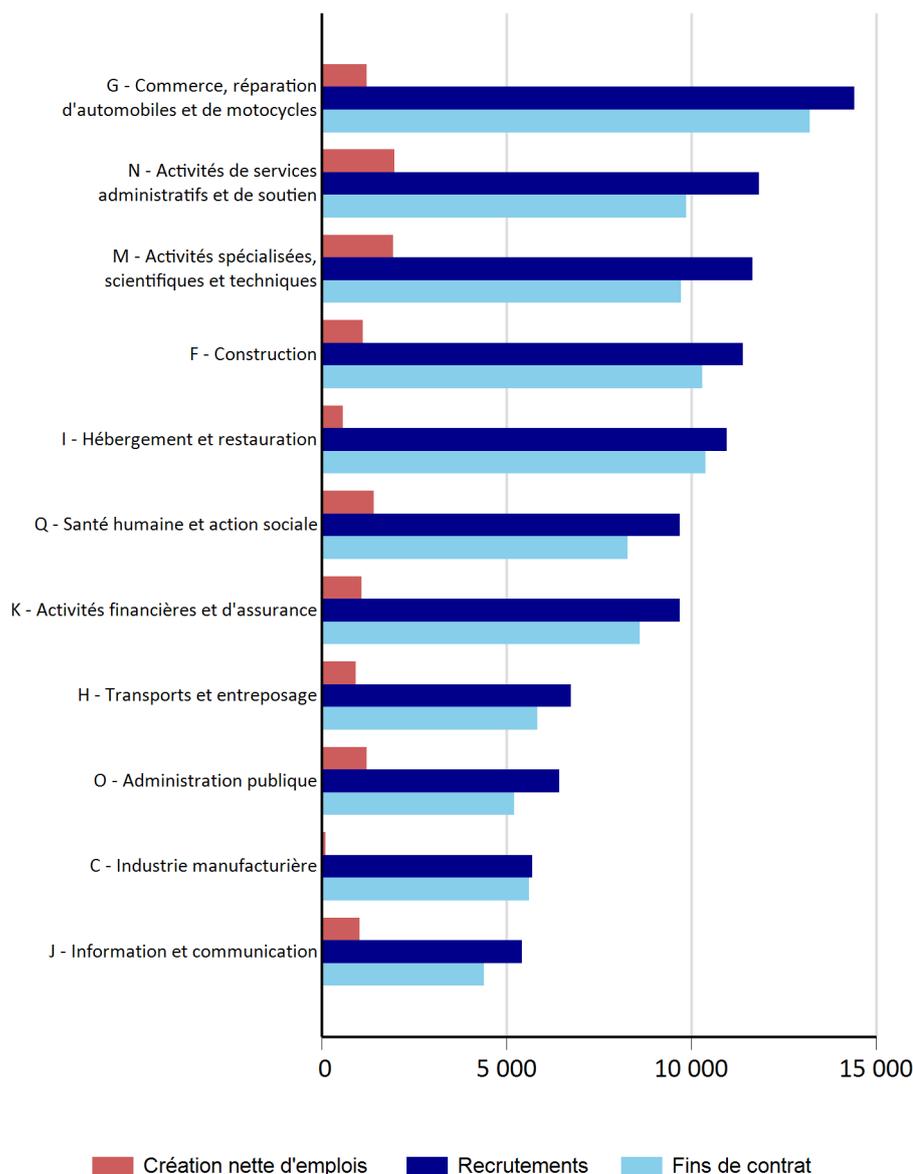


Selon les mois, le nombre de recrutements de salariés intérimaires oscille entre 990 et 4 220 ; celui des fins de contrat, entre 620 et 5 870.

<sup>3</sup>Les chiffres correspondant au point 2 sont présentés dans les tableaux 1 et 2 de l'annexe.

### 3. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité<sup>4</sup>

#### 3.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon le secteur d'activité



Avec respectivement 14 420, 11 830, 11 660 et 11 400 recrutements, les secteurs "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles", "Activités de services administratifs et de soutien", "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" ainsi que "Construction" sont ceux qui ont le plus recruté entre juin 2016 et juin 2017.

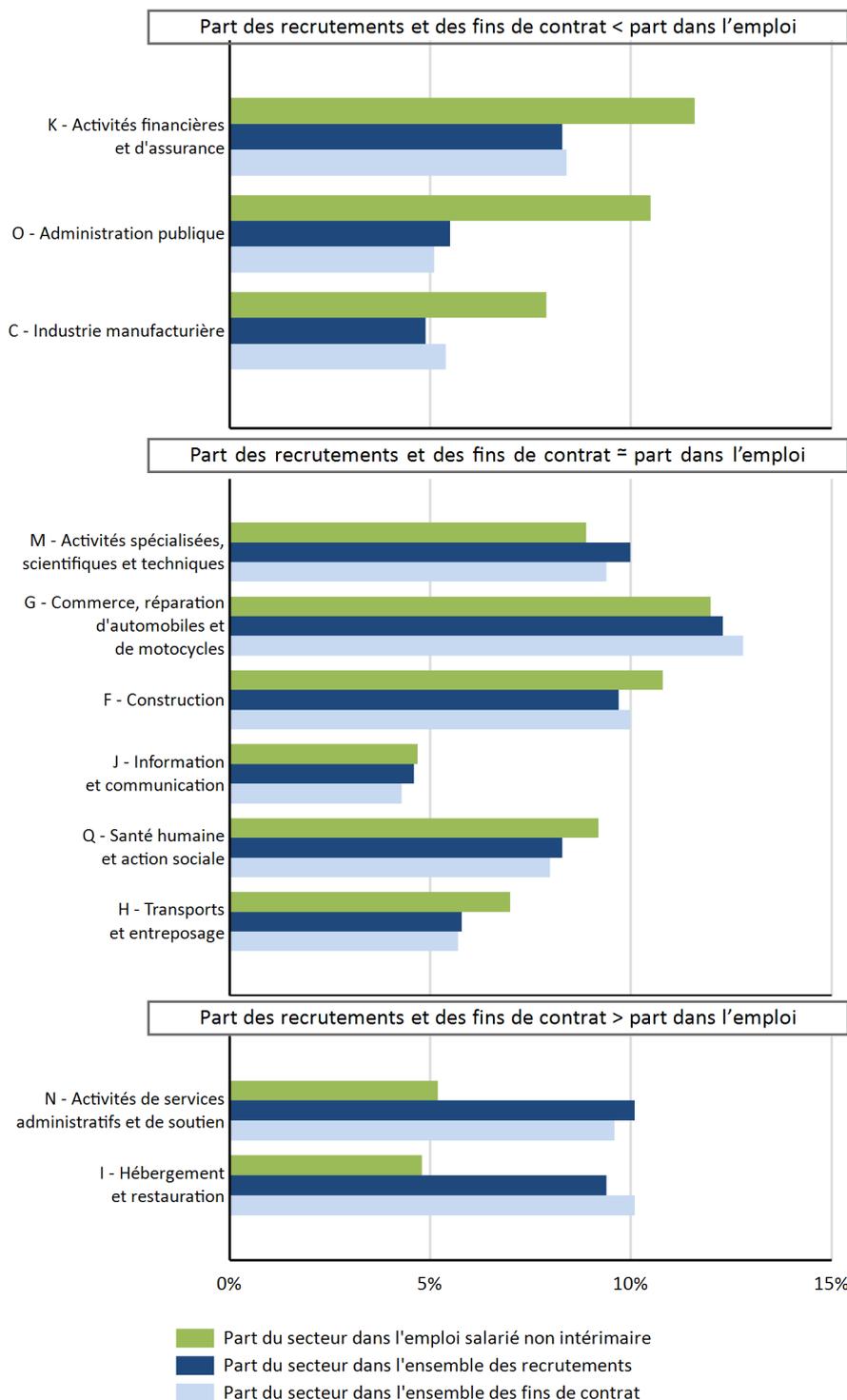
Ce sont dans ces mêmes secteurs que l'on observe le plus grand nombre de fins de contrat.

Dans tous les secteurs présentés ici, le solde entre les recrutements et les fins de contrat est positif ; autrement dit, ils sont tous créateurs d'emplois, même s'ils le sont dans des mesures très différentes.

**Guide de lecture :** Pour le secteur "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles", le nombre de recrutements entre juin 2016 et juin 2017 s'élève environ à 14 420, le nombre de fins de contrat à 13 210. La création nette d'emplois, qui correspond à la différence entre le nombre de recrutements et le nombre de fins de contrat, est de 1 210.

<sup>4</sup>Les secteurs mentionnés ici sont ceux qui représentent plus de 4% de l'emploi salarié non-intérimaire. Les chiffres relatifs à tous les secteurs se trouvent dans le tableau 3 de l'annexe.

### 3.2. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le poids du secteur d'activité dans l'emploi



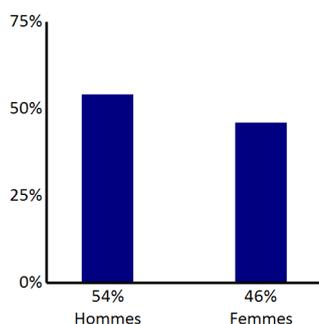
La part que représente chaque secteur dans les flux de main-d'œuvre ne correspond pas toujours à la part qu'il représente dans l'emploi.

La différence entre les deux s'explique par la dynamique de l'emploi dans le secteur. Cette dynamique résulte du jeu simultané de la destruction et de la création d'emplois mais surtout de la rotation de la main-d'œuvre sur les postes existants : les secteurs employant du personnel peu qualifié (comme l'HORECA ou les activités de services administratifs ou de soutien) ont traditionnellement une rotation sur postes existants plus élevée que les secteurs nécessitant une main-d'œuvre qualifiée, ce qui explique que la part que ces secteurs représentent dans les recrutements et les fins de contrat soit supérieure à celle qu'ils représentent dans l'emploi salarié.

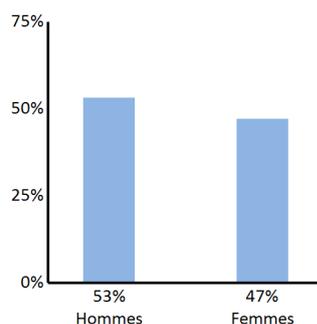
**Guide de lecture :** les secteurs d'activité sont classés en trois groupes. Le 1<sup>er</sup> rassemble les secteurs dans lesquels la part qu'ils représentent dans les recrutements et les fins de contrat est inférieure à celle qu'ils représentent dans l'emploi salarié. Le 2<sup>ème</sup> groupe rassemble les secteurs où la part dans les recrutements et les fins de contrat est identique à la part du secteur dans l'emploi. Le dernier groupe contient les secteurs où la part dans les recrutements et les fins de contrat est supérieure à la part du secteur dans l'emploi. Dans le 1<sup>er</sup> groupe par exemple, le secteur "Administration publique", qui occupe 11% des salariés (hors intérimaires), représente 6% des recrutements et 5% des fins de contrat.

## 4. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le genre<sup>5</sup>

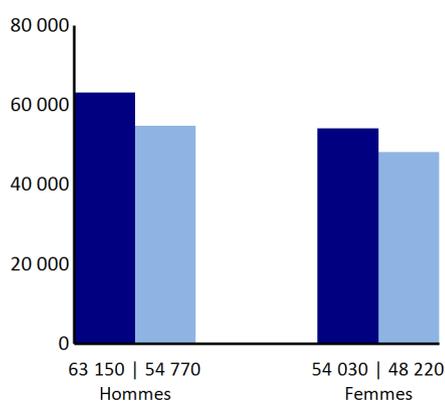
### 4.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon le genre



Recrutements en %



Fins de contrat en %



Nombre de recrutements et de fins de contrat

Parmi les 117 180 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre juin 2016 et juin 2017, 46% concernent une femme. La part des femmes respectivement dans les recrutements et les fins de contrat est supérieure à la part qu'elles représentent dans l'emploi salarié (41%). Cette surreprésentation des femmes dans les flux de main-d'œuvre s'explique notamment par le fait qu'elles sont proportionnellement plus présentes que les hommes dans les professions ayant un fort turn over.

Qu'il s'agisse des hommes et des femmes, la création nette d'emplois (solde entre le nombre de recrutements et de fins de contrat) est positive. Ainsi, entre juin 2016 et juin 2017, le nombre d'hommes salariés (hors intérimaires) sur le marché du travail a augmenté de 8 380 unités, ce chiffre s'établissant à 5 810 pour les femmes.

Pour les hommes, la création nette d'emplois représente 13% des recrutements (= 8 380/63 150) contre 11% pour les femmes. La dynamique de l'emploi est donc un peu plus favorable aux hommes qu'aux femmes, ce qui à nouveau s'explique par les emplois occupés par les uns et les autres.

#### Guide de lecture :

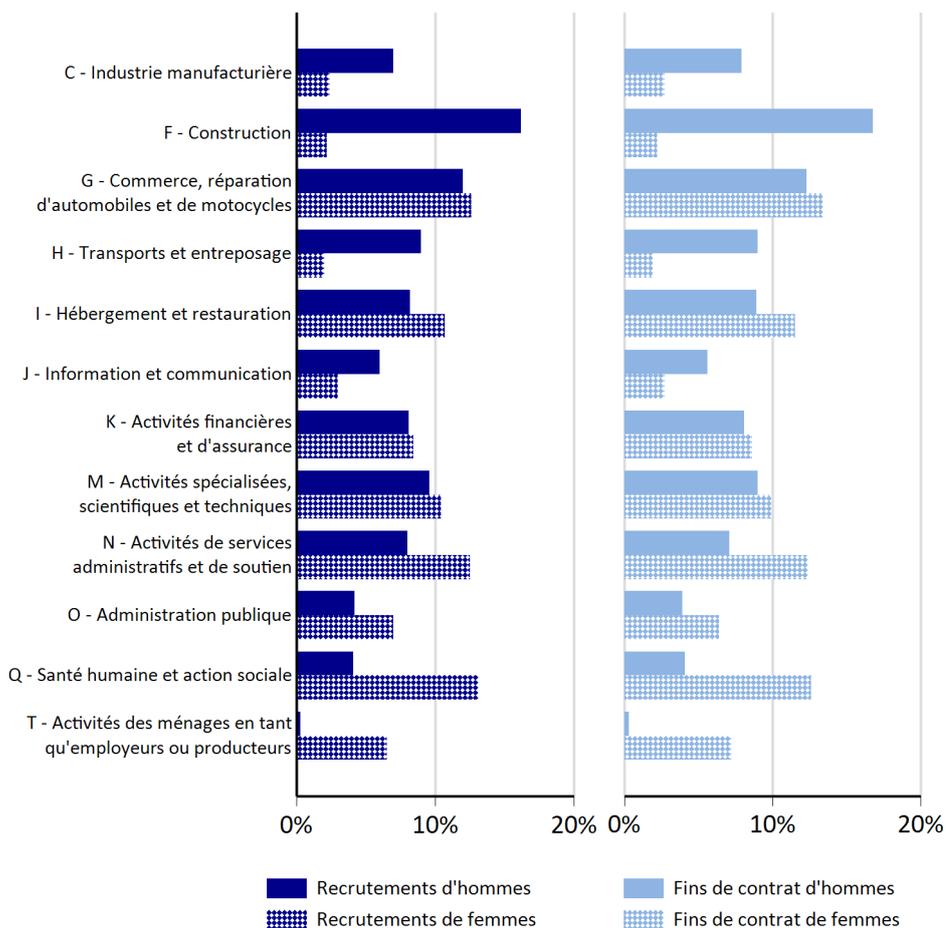
1<sup>er</sup> graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre juin 2016 et juin 2017, 54% des concernent des hommes et 46% des femmes.

2<sup>e</sup> graphique : Parmi l'ensemble des fins de contrat effectués entre juin 2016 et juin 2017, 53% concernent des hommes et 47% des femmes.

3<sup>e</sup> graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre juin 2016 et juin 2017, 63 150 concernent des hommes. C'est le cas de 54 770 fins de contrat.

<sup>5</sup>Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 4 de l'annexe.

## 4.2. Structure des recrutements et des fins de contrat selon le secteur d'activité et le genre



**Guide de lecture :** Les recrutements de femmes dans le secteur "Industrie manufacturière" représentent 2% de l'ensemble des recrutements féminins. Les recrutements d'hommes dans le même secteur représentent 7% de l'ensemble des recrutements masculins.

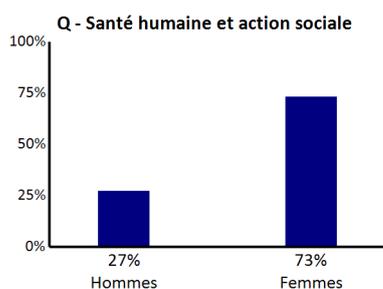
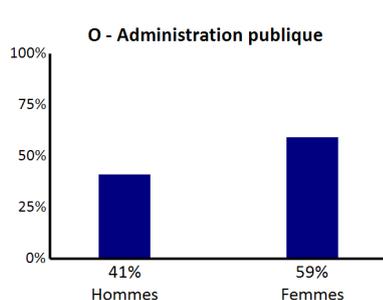
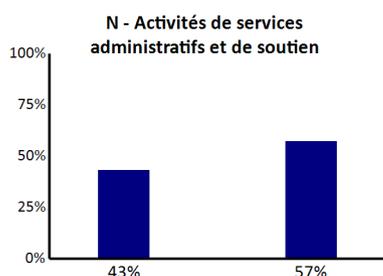
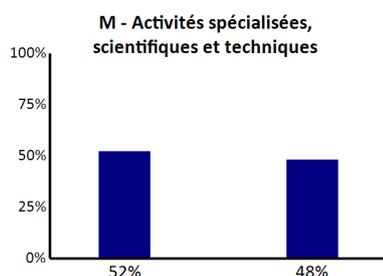
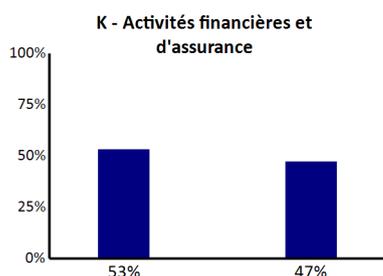
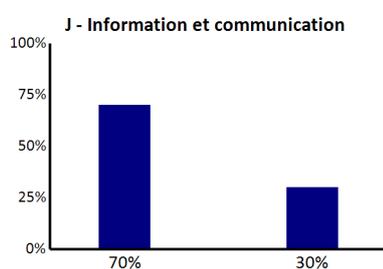
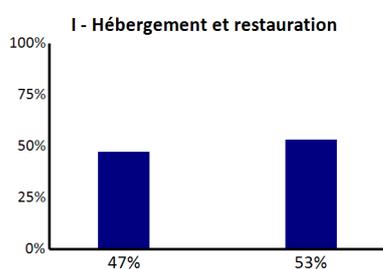
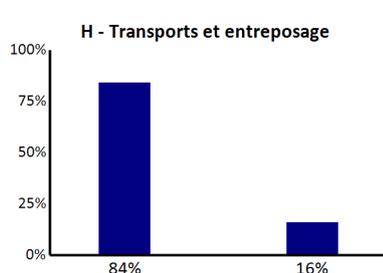
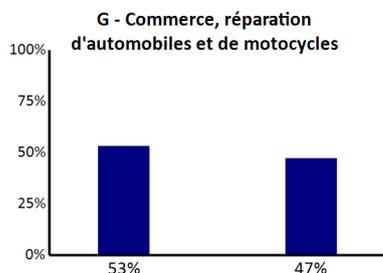
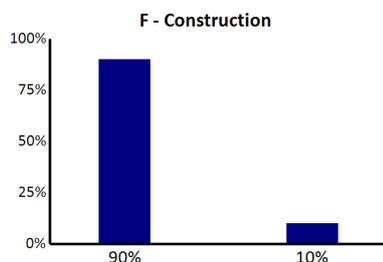
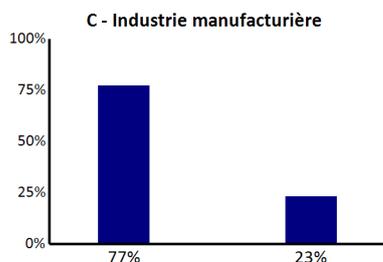
Les trois secteurs qui recrutent le plus de femmes sont "Santé humaine et action sociale", "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" et "Activités de services administratifs et de soutien", qui représentent chacun 13% des recrutements féminins (hors intérimaires).

La part que représente certains secteurs dans les recrutements féminins est très différente de la part qu'ils représentent dans les recrutements masculins. Par exemple, le secteur "Santé humaine et action sociale" représente 13% des recrutements féminins contre 4% des recrutements masculins. A l'inverse, le secteur "Information et communication" représente 6% des recrutements masculins contre 3% des recrutements féminins.

Pour d'autres secteurs, la contribution aux recrutements féminins et masculins est identique. C'est le cas de "Activités financières et d'assurance" qui représente environ 8% des recrutements féminins et masculins (ou de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" qui en représente environ 13%).

Notons, pour les femmes, le nombre important de recrutements (3 530) liés à des emplois de femmes de ménage dans les ménages privés.

## 4.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon le genre



Les graphiques ci-contre représentent, pour les secteurs d'activité les plus importants en termes d'emplois, la structure des recrutements qui y sont réalisés. Ces graphiques illustrent le fait que les deux groupes de main-d'œuvre, femmes et hommes, se positionnent de façon très différenciée selon les secteurs d'activité.

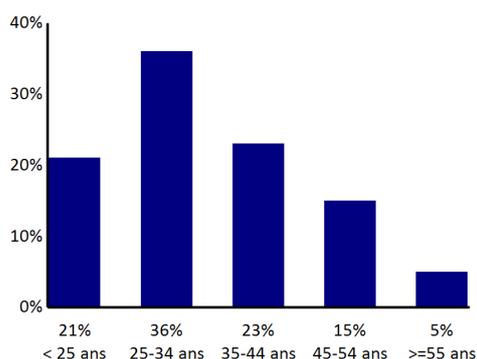
Certains secteurs se caractérisent par une très forte concentration de femmes dans les recrutements. Par exemple "Santé humaine et action sociale", "Administration publique" et "Activités de services administratifs et de soutien" où elles représentent respectivement 73%, 59% et 57% des recrutements.

Dans d'autres secteurs, on observe une forte concentration d'hommes. Ces derniers représentent 90% des recrutements réalisés dans "Construction", 84% dans "Transports et entreposage" et 77% dans "Industrie manufacturière".

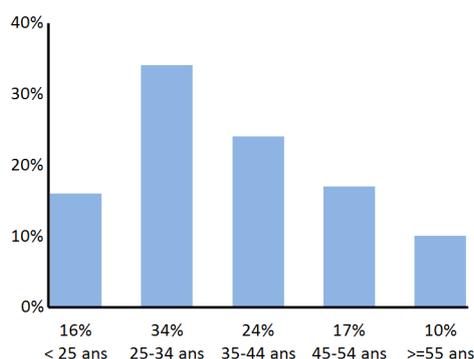
**Guide de lecture :** Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre juin 2016 et juin 2017, 77% concernent des hommes et 23% des femmes.

## 5. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon l'âge<sup>6</sup>

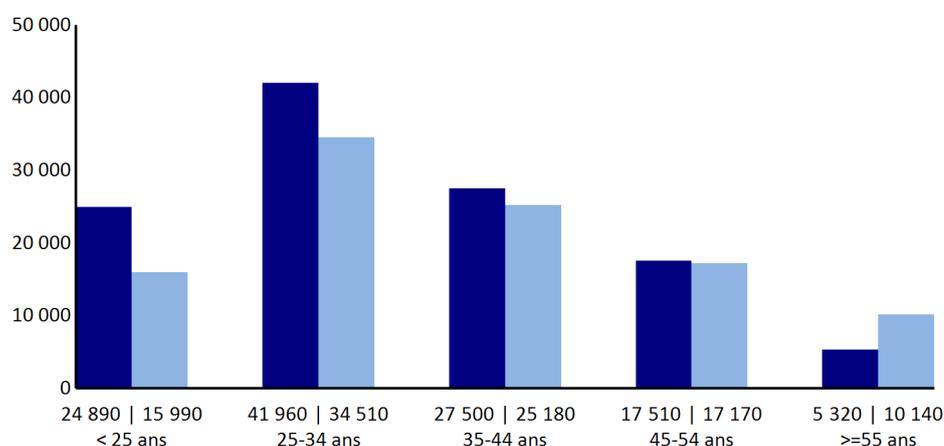
### 5.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon l'âge



Recrutements en %



Fins de contrat en %



Nombre de recrutements et de fins de contrat

#### Guide de lecture :

1<sup>er</sup> graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre juin 2016 et juin 2017, 21% concernent des jeunes de moins de 25 ans.

2<sup>e</sup> graphique : Parmi l'ensemble des fins de contrat effectués entre juin 2016 et juin 2017, 16% concernent des jeunes de moins de 25 ans.

3<sup>e</sup> graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre juin 2016 et juin 2017, 24 890 recrutements concernent des jeunes de moins de 25 ans. C'est le cas de 15 990 fins de contrat.

Parmi les 117 180 recrutements réalisés entre juin 2016 et juin 2017, 21% concernent les personnes de moins de 25 ans, 36% les 25-34 ans, 23% les 35-44 ans, 15% les 45-44 ans et 5% les 55 ans et plus.

Parmi les 102 990 fins de contrat, 16% concernent les personnes de moins de 25 ans, 34% les 25-34 ans, 24% les 35-44 ans, 17% les 45-44 ans et 10% les 55 ans et plus.

On observe le plus grand nombre de recrutements (41 960) chez les 25-34 ans.

Les fins de contrat les plus nombreuses (34 510) concernent les personnes de 25-34 ans.

Si l'on compare la part que représente chaque classe d'âge dans les flux de main-d'œuvre avec celle qu'elle représente dans l'emploi salarié, on constate que :

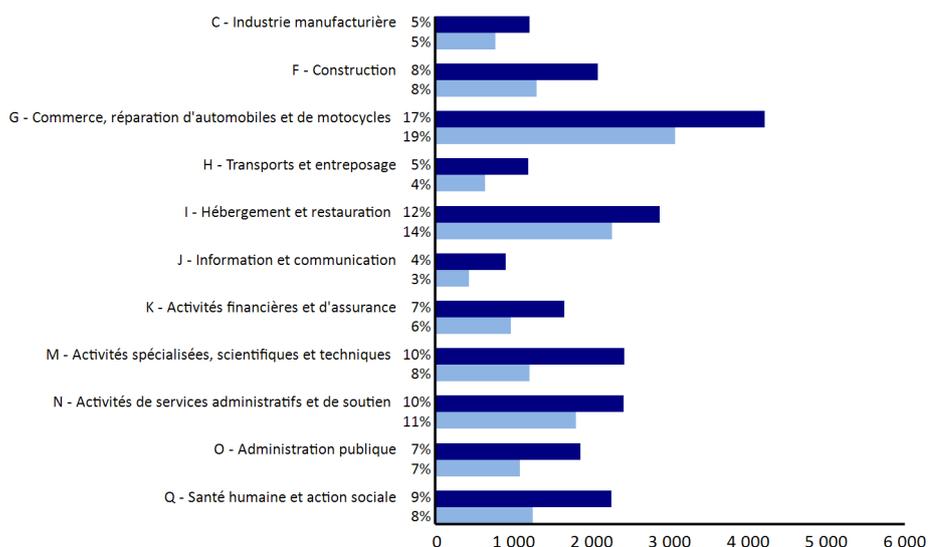
- Les plus jeunes sont surreprésentés dans les flux puisqu'ils représentent 6% dans l'emploi salarié. Cette situation s'explique notamment par la plus forte mobilité des jeunes qui démarrent fréquemment leur carrière par des CDD.
- Les 25-34 ans sont surreprésentés dans les flux (27% dans l'emploi salarié)
- Les 35-44 ans sont sous-représentés dans les flux (29% dans l'emploi salarié)
- Les 45-54 ans sont sous-représentés dans les flux (28% dans l'emploi salarié)
- Les 55 ans et plus sont sous-représentés dans les recrutements et la part qu'ils représentent dans les fins de contrat est la même que dans l'emploi salarié (ils représentent 10% dans l'emploi salarié).

Si l'on calcule la création nette d'emplois (solde entre le nombre de recrutements et de fins de contrat) en fonction de l'âge, on observe qu'elle diminue à mesure que l'âge augmente. Elle s'élève à 8 900 pour les plus jeunes, diminue respectivement à 7 450 et 2 320 pour les classes 25-34 ans et 35-44 ans. Pour les 45-54 ans, elle est nulle et devient négative pour les 55 ans et plus, du fait des départs à la retraite.

<sup>6</sup>Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 5 de l'annexe.

## 5.2. Structure des recrutements et des fins de contrat selon le secteur d'activité et l'âge

### < 25 ans

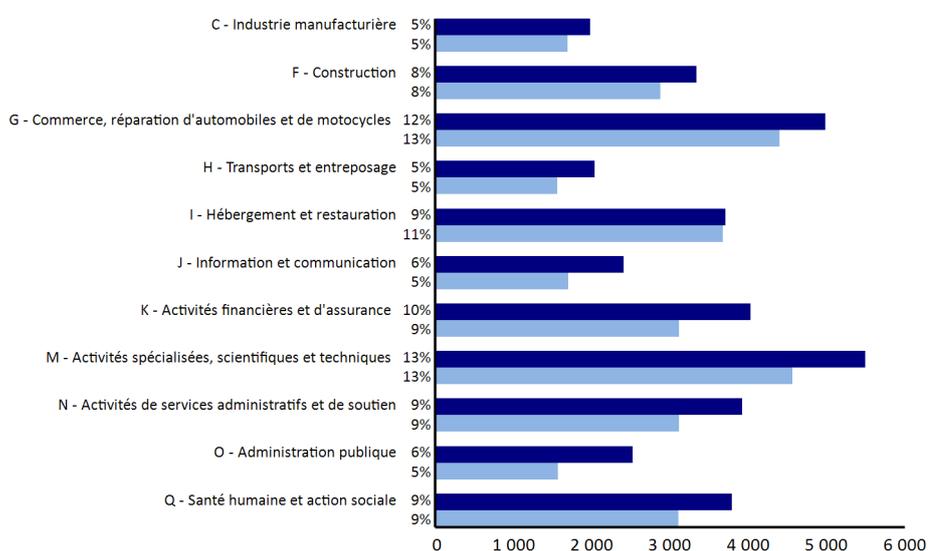


Les trois secteurs qui recrutent le plus de personnes de moins de 25 ans sont "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (qui représente 17% des recrutements des moins de 25 ans), "Hébergement et restauration" (12%) et "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (10%).

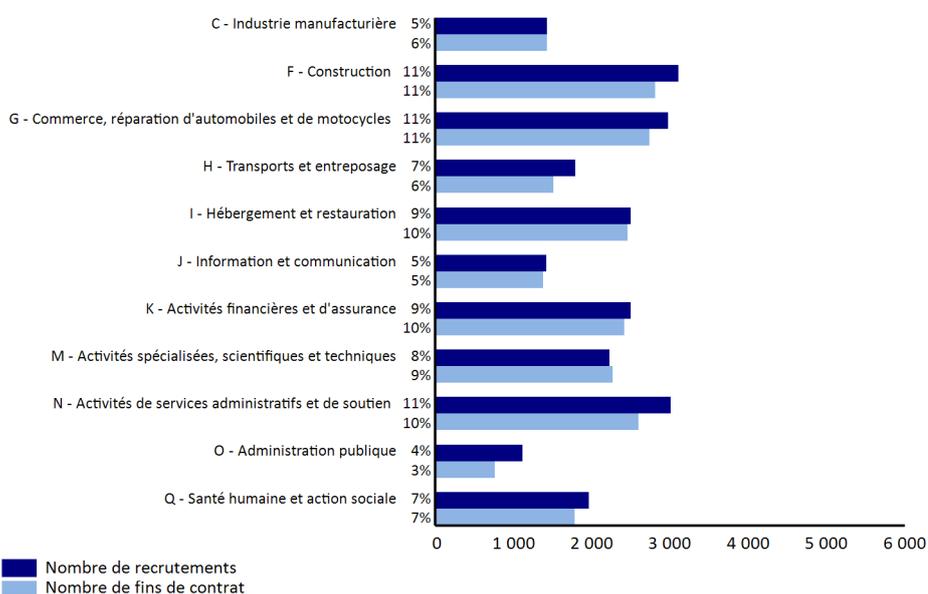
Les trois secteurs qui recrutent le plus de 25-34 ans sont "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (13%), "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (12%) et "Activités financières et d'assurance" (10%).

Les trois secteurs qui recrutent le plus de 35-44 ans sont "Construction" (11%), "Activités de services administratifs et de soutien" (11%) et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (11%).

### 25-34 ans

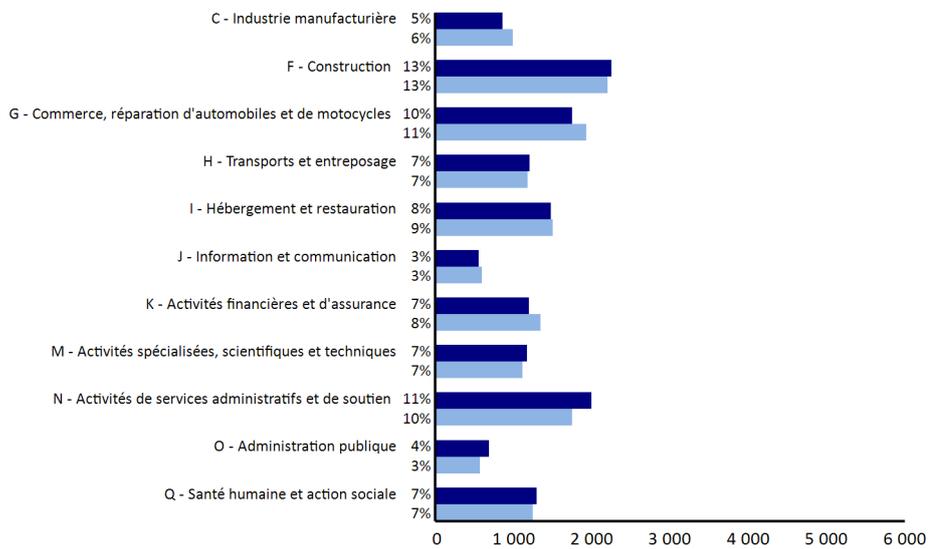


### 35-44 ans



■ Nombre de recrutements  
■ Nombre de fins de contrat

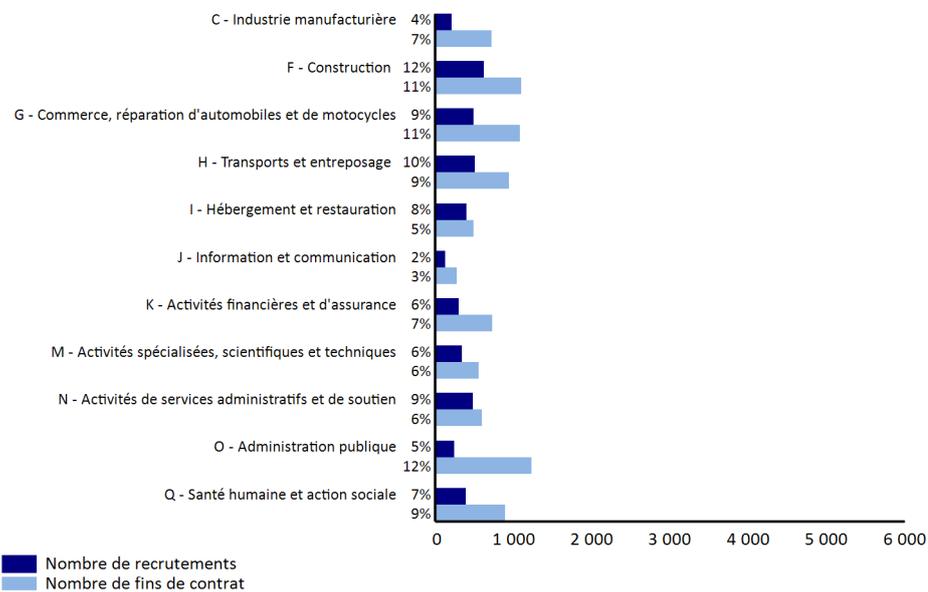
## 45-54 ans



Les trois secteurs qui recrutent le plus de 45-54 ans sont "Construction" (13%), "Activités de services administratifs et de soutien" (11%) et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (10%).

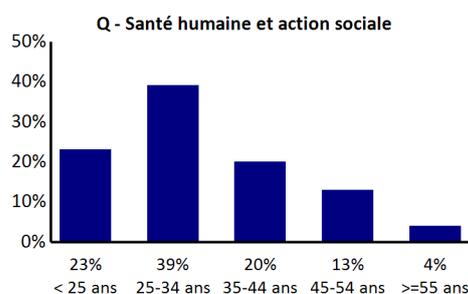
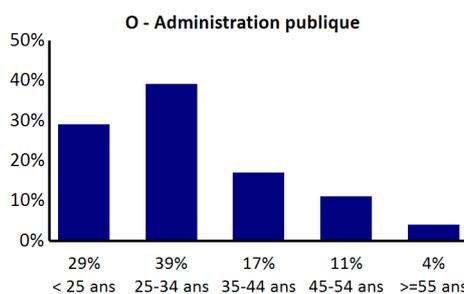
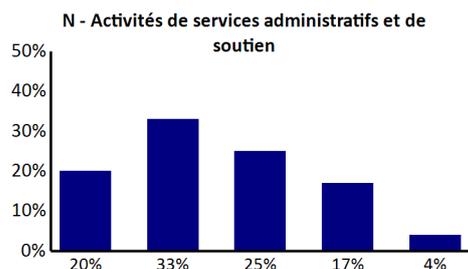
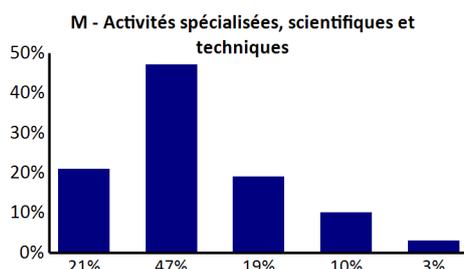
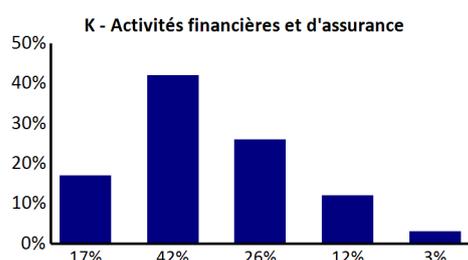
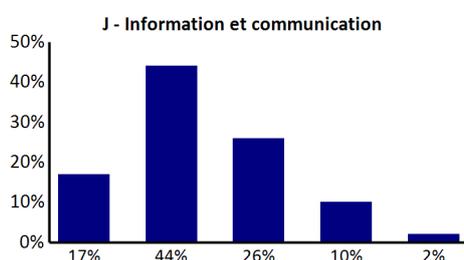
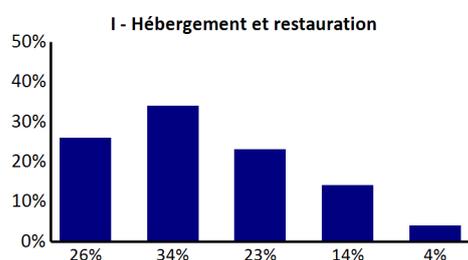
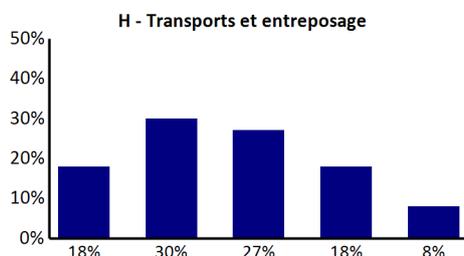
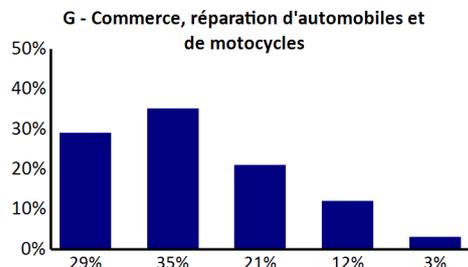
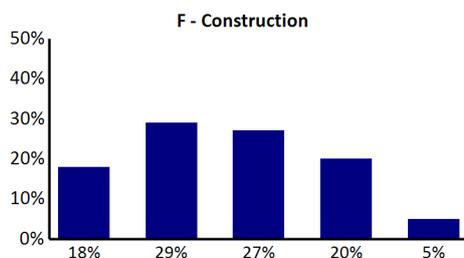
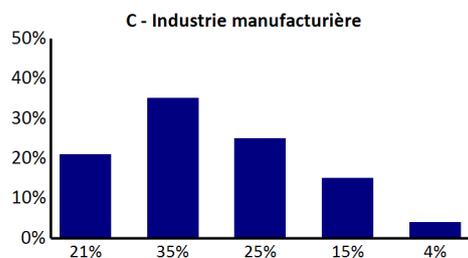
Les trois secteurs qui recrutent le plus de 55 ans et plus sont "Construction" (12%), "Transports et entreposage" (10%) et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (9%).

## >=55 ans



**Guide de lecture :** Parmi l'ensemble des recrutements concernant des moins de 25 ans, 1 210 sont effectués dans "Industrie manufacturière", ils représentent 5% de l'ensemble des recrutements concernant les moins de 25 ans (qui s'élèvent à 24 890). Parmi l'ensemble des fins de contrat concernant des moins de 25 ans, 770 sont effectués dans "Industrie manufacturière", ils représentent 5% de l'ensemble des fins de contrat concernant les moins de 25 ans (qui s'élèvent à 15 990).

## 5.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon l'âge



Les graphiques ci-contre représentent, pour les secteurs d'activité les plus importants en termes d'emplois, la structure des recrutements qui y sont réalisés.

Dans tous les secteurs, l'ordre dans lequel s'organise les différentes classes d'âge est le même : ce sont toujours les 25-34 ans qui représente la part des recrutements la plus élevée et les 55 ans et plus la plus faible.

Concernant les moins de 25 ans, la part qu'ils représentent dans les recrutements du secteur varie de 17% ("Information et communication") à 29% ("Commerce, réparation d'automobiles et de motos").

Pour les 25-34 ans, ce sont les secteurs "Construction" (29%) et "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (47%) qui ouvre et ferme la marche.

Le secteur "Construction" est celui qui recrute proportionnellement le plus de 35-44 ans (27%) et "Administration publique" le moins (17%).

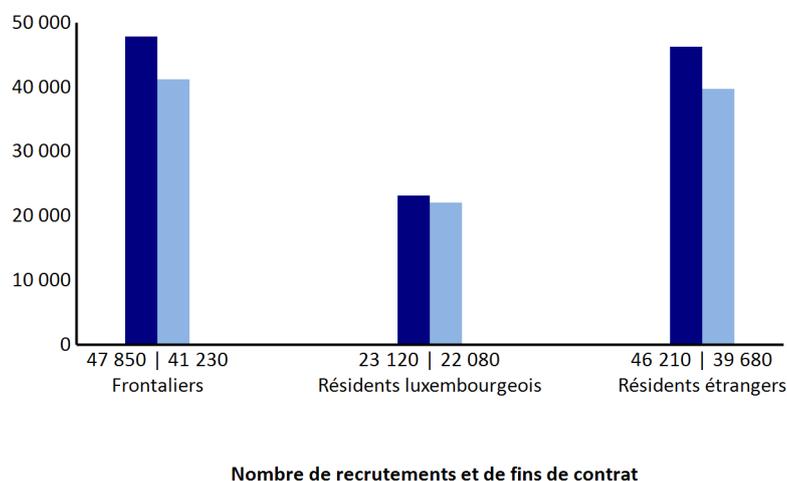
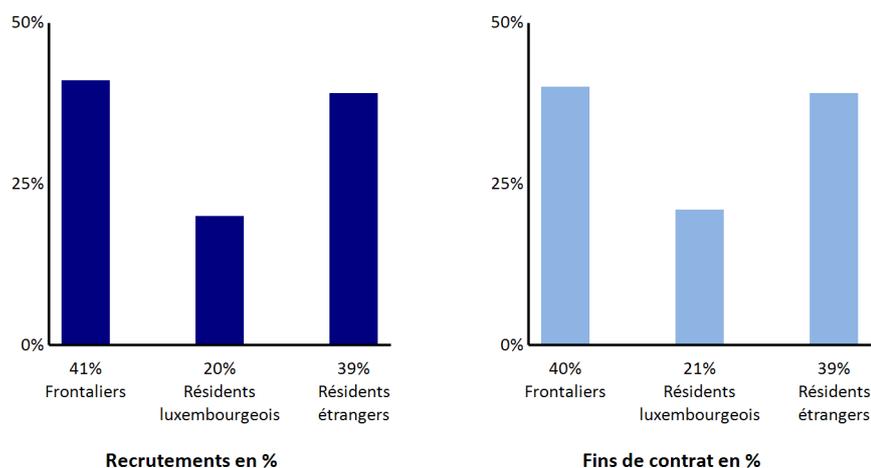
Quant aux 45-54 ans, le secteur qui les recrute le plus est "Construction" avec 27% et celui qui les recrute le moins est "Information et communication" avec 10%.

Pour les 55 ans et plus, ce sont les secteurs "Information et communication" (2%) et "Transports et entreposage" (8%) qui recrutent respectivement le moins et le plus.

**Guide de lecture :** 21% des recrutements réalisés dans "Industrie manufacturière" concernent des moins de 25ans, 35% des 25-34 ans.

## 6. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon la nationalité et la résidence<sup>7</sup>

### 6.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon la nationalité et la résidence



#### Guide de lecture :

1<sup>er</sup> graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre juin 2016 et juin 2017, 41% concernent des frontaliers.

2<sup>e</sup> graphique : Parmi l'ensemble des fins de contrat effectuées entre juin 2016 et juin 2017, 40% concernent des frontaliers.

3<sup>e</sup> graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre juin 2016 et juin 2017, 47 850 recrutements concernent des frontaliers. C'est le cas de 41 230 fins de contrat.

<sup>7</sup>Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 6 de l'annexe.

<sup>8</sup>Si nous comparons les stocks (et non les flux) d'emplois salariés à deux dates différentes, en l'occurrence juin 2016 et juin 2017, nous mettons en évidence une augmentation du nombre de salariés résidents de nationalité luxembourgeoise de 2 150 unités. Comme nous venons de le montrer, cette augmentation ne s'explique pas par un solde positif entre recrutements et fins de contrat, mais par le phénomène des naturalisations qui touchent un grand nombre d'actifs en emploi. En effet, parmi les résidents travaillant au Luxembourg en juin 2016 et en juin 2017, 1 310 résidents qui étaient de nationalité étrangère en juin 2016 avaient acquis la nationalité luxembourgeoise en juin 2017.

<sup>9</sup>Ces chiffres tiennent compte d'une estimation du nombre de départs vers le régime de pension statutaire (fonctionnaires et employés de l'Etat).

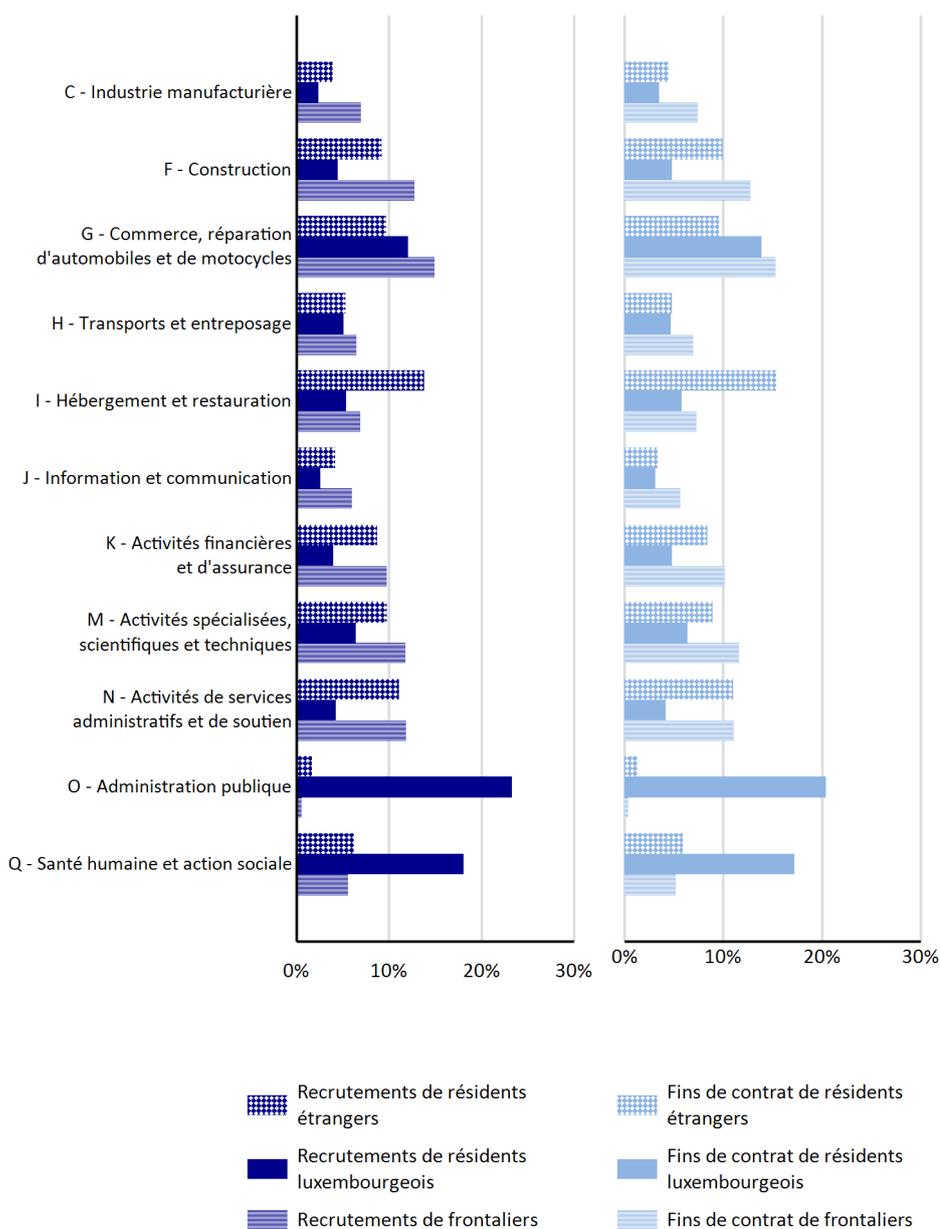
Parmi les 117 180 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre juin 2016 et juin 2017, 41% ont concerné des frontaliers, 20% des résidents luxembourgeois et 39% des résidents de nationalité étrangère. Parmi les 102 990 fins de contrat observées au cours de la même période, 40% ont concerné des frontaliers, 21% des résidents luxembourgeois et 39% des résidents de nationalité étrangère.

En calculant la différence entre recrutements et fins de contrat (création nette d'emplois), on observe que la situation est différente pour les résidents de nationalité luxembourgeoise par rapport aux résidents étrangers et aux frontaliers.

En effet, alors que pour les deux derniers groupes, la création nette d'emplois s'élève respectivement à 6 530 et 6 620, elle est proche de 0 pour les résidents luxembourgeois.

Cette situation s'explique en partie par des départs à la retraite beaucoup plus nombreux chez les résidents de nationalité luxembourgeoise, ce qui tient notamment au fait que les frontaliers et les résidents étrangers sont en moyenne plus jeunes que les résidents luxembourgeois<sup>8</sup>. En effet, les résidents luxembourgeois enregistrent quelque 800 départs à la retraite supplémentaires par rapport aux frontaliers et 1 100 par rapport aux résidents de nationalité étrangère<sup>9</sup>.

## 6.2. Structure des recrutements et des fins de contrat selon la nationalité et la résidence et selon le secteur d'activité



Les trois secteurs qui recrutent le plus de résidents luxembourgeois sont "Administration publique" (qui représente 23% des recrutements de résidents luxembourgeois), "Santé humaine et action sociale" (18%) et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (12%).

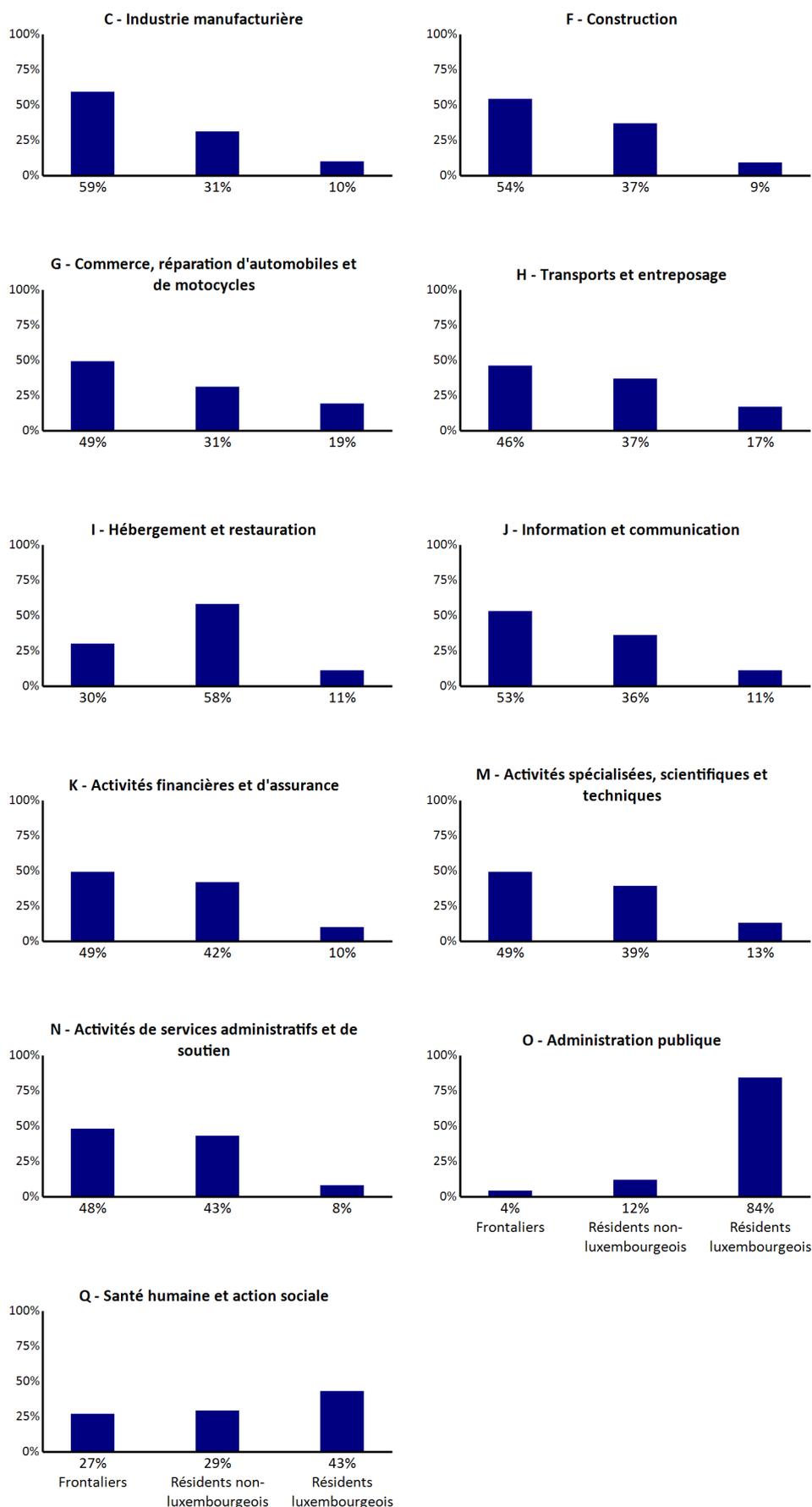
Les trois secteurs qui recrutent le plus de frontaliers sont "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (15%), "Construction" (13%) et "Activités de services administratifs et de soutien" (12%).

Les trois secteurs qui recrutent le plus de résidents étrangers sont "Hébergement et restauration" (14%), "Activités de services administratifs et de soutien" (11%) et "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (10%).

Globalement, la part que représente chaque secteur dans l'ensemble des fins de contrat concernant les frontaliers, les résidents luxembourgeois et étrangers est très proche de celle qu'il représente dans les recrutements.

**Guide de lecture :** Les recrutements de résidents luxembourgeois dans le secteur "Industrie manufacturière" représentent 2% de l'ensemble des recrutements de résidents luxembourgeois. Les recrutements de résidents étrangers dans ce secteur représentent 4% de l'ensemble des recrutements de résidents étrangers. Pour les frontaliers, ce chiffre s'établit à 7%.

## 6.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon la nationalité et la résidence



Les graphiques ci-contre représentent, pour les secteurs d'activité les plus importants en termes d'emplois, la structure des recrutements qui y sont réalisés. Ces graphiques illustrent le fait que les trois groupes de main-d'œuvre, frontaliers, résidents luxembourgeois et résidents étrangers, se positionnent de façon très différenciée selon les secteurs d'activité.

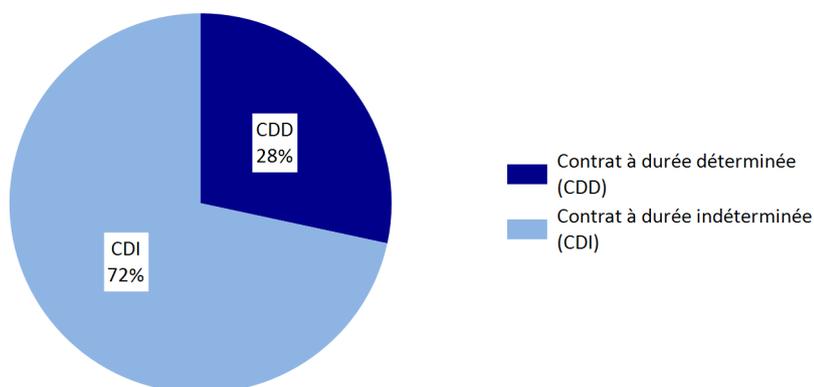
Certains secteurs se caractérisent par une très forte concentration de frontaliers dans les recrutements, par exemple "Industrie manufacturière", "Construction" et "Information et communication".

Dans d'autres secteurs, on observe soit une forte concentration de résidents étrangers (ces derniers représentent par exemple 58% des recrutements réalisés dans "Hébergement et restauration"), soit une forte concentration de résidents luxembourgeois (comme dans "Administration publique" ou "Santé humaine et action sociale" où ils représentent respectivement 84% et 43% des recrutements).

**Guide de lecture :** Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre juin 2016 et juin 2017, 10% concernent des résidents luxembourgeois, 31% des résidents étrangers et 59% des frontaliers.

## 7. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le type de contrat<sup>10</sup>

### 7.1. Répartition globale des recrutements selon le type de contrat

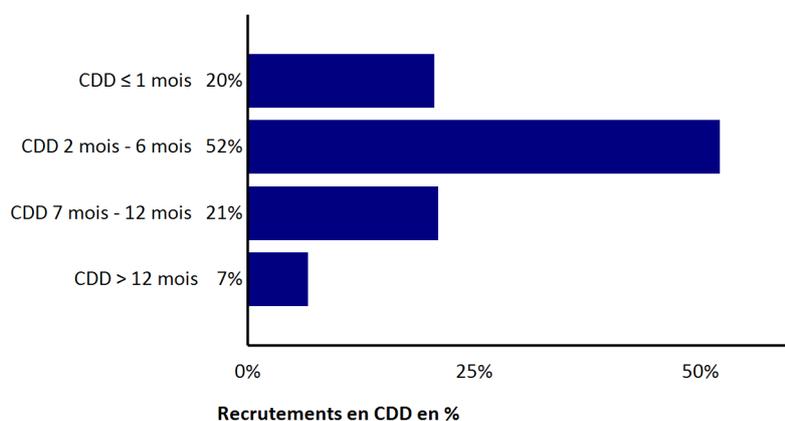


**Guide de lecture :** Ce graphique indique la répartition des recrutements entre CDI et CDD. Parmi les 117 180 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre juin 2016 et juin 2017, 28% sont des contrats à durée déterminée et 72% des contrats à durée indéterminée.

La part de contrat à durée déterminée (CDD) dans les recrutements, qui s'élève à 28%, est beaucoup plus importante que celle qui est observée dans le stock d'emplois. En effet, parmi l'ensemble des salariés actifs non intérimaires au Luxembourg au 30 juin 2017, seuls 6% ont un CDD tandis que 94% bénéficient d'un CDI.

Cette différence entre la part de CDD dans les recrutements et dans l'emploi salarié (hors intérimaires) est tout à fait normale puisque, les CDD, ayant une durée de vie plus courte, sont proportionnellement moins nombreux dans le stock.

### 7.2. Répartition des recrutements en CDD selon la durée du contrat

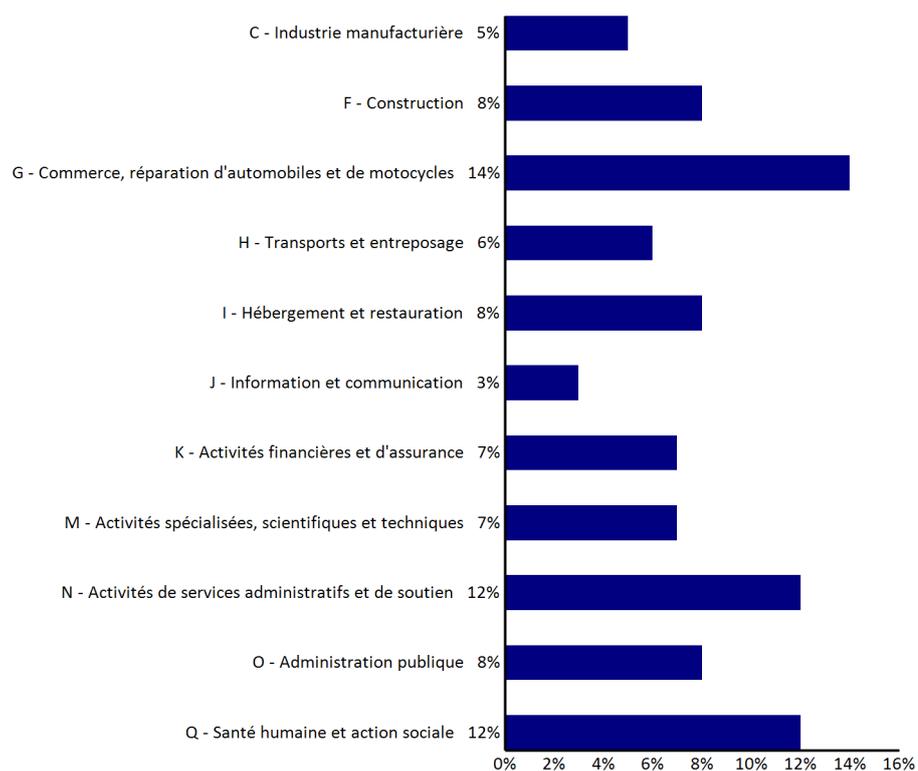


**Guide de lecture :** Ce graphique décompose les 28% de CDD selon la durée des contrats : 20% ont une durée inférieure ou égale à un mois ; 52% sont prévus pour une durée comprise entre 2 mois et 6 mois ; 21% s'échelonnent entre 7 et 12 mois et 7% ont une durée supérieure à 12 mois.

Parmi les recrutements en CDD, près des 3/4 correspondent à des contrats courts inférieurs ou égaux à 6 mois. Seuls 7% des CDD ont une durée supérieure à 12 mois.

<sup>10</sup>Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 7 de l'annexe.

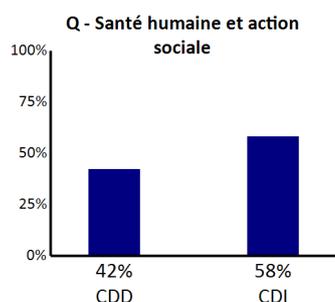
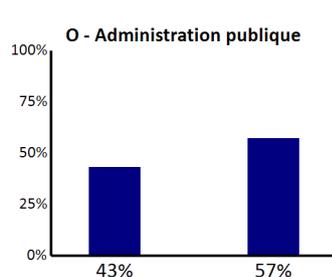
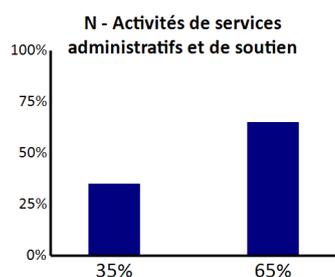
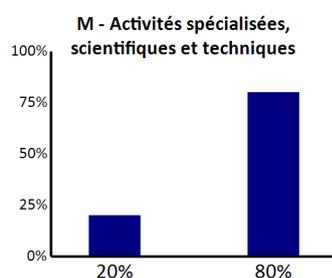
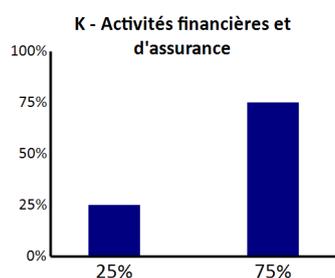
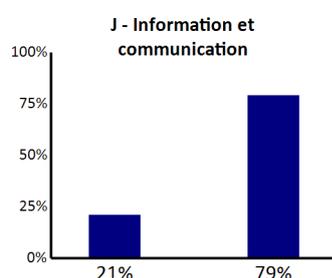
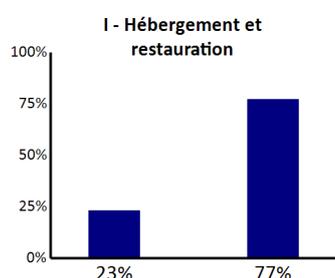
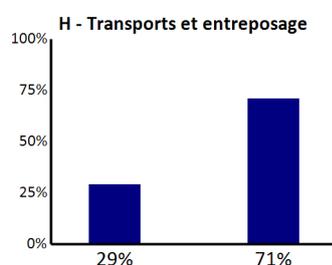
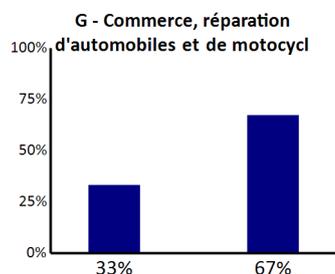
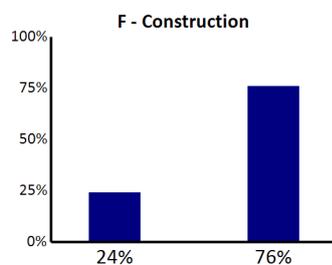
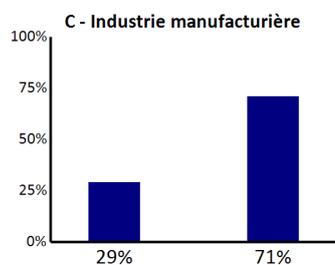
### 7.3. Structure des recrutements en CDD selon le secteur d'activité



38% des recrutements en CDD sont concentrés dans trois secteurs d'activité, qui représentent ensemble 30% du total des recrutements. Il s'agit de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (qui recrute 14% des CDD), de "Activités de services administratifs et de soutien" (12%) et de "Santé humaine et action sociale" (12%).

**Guide de lecture :** Le secteur "Industrie manufacturière" représente 5% des recrutements en CDD.

## 7.4. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon le type de contrat



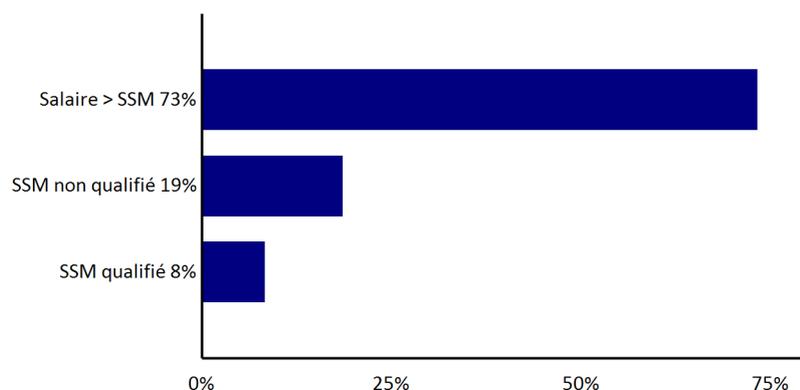
Dans certains secteurs, la part de CDD dans les recrutements est supérieure à la moyenne, qui s'établit, comme l'indique le graphique 6.1, à 28%. Il s'agit des secteurs "Administration publique" (43% des recrutements dans ce secteur sont des CDD), de "Santé humaine et action sociale" (42%), de "Activités de services administratifs et de soutien", qui incluent les entreprises de nettoyage (35%) et de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (33%). Pour l'administration publique, les CDD concernent essentiellement des salariés qui exercent des fonctions d'enseignement (voir tableau 6 en annexe).

A contrario, d'autres secteurs affichent une part de recrutements en CDD inférieure à la moyenne : "Construction" (24%), "Hébergement et restauration" (23%), "Information et communication" (21%) et "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (20%). Pour l'HORECA, il est possible que le manque de main-d'œuvre contraigne les employeurs à proposer des CDI, de manière à accroître l'attractivité du secteur.

**Guide de lecture :** Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre juin 2016 et juin 2017, 71% concernent des CDI et 29% des CDD.

## 8. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire rémunérés au voisinage du salaire social minimum<sup>11</sup>

### 8.1. Répartition globale des recrutements selon la rémunération



**Guide de lecture :** Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre juin 2016 et juin 2017, 27% (= 19% + 8%) sont rémunérés au voisinage du salaire social minimum (SSM).

Le fait de parler de rémunération au voisinage du SSM et non de rémunération au SSM est volontaire et reflète les difficultés à identifier de façon précise les salariés percevant le salaire social minimum.

Selon la méthodologie utilisée par l'IGSS, un salarié est rémunéré au voisinage du SSM au 31 mars d'une année donnée,

- si son salaire horaire est inférieur ou égal à 102% du SSM horaire pour travailleurs *non qualifiés*
- si son salaire horaire est compris entre 100% et 102% du SSM horaire pour travailleurs *qualifiés*.

Le fait d'étendre l'intervalle à 102% du SSM horaire s'explique ainsi : certains salariés qui ont un contrat de travail prévoyant une rémunération au SSM peuvent bénéficier de compléments de rémunération qui ne sont pas déclarés séparément du salaire de base dans les fichiers du centre commun de la sécurité sociale. En conséquence, ces salariés seraient considérés à tort comme ayant un salaire supérieur au SSM si on se contentait de dénombrer les salariés présentant un salaire de base égal au SSM.

La part de recrutements rémunérés au voisinage du salaire social minimum, qui s'élève à 27%, est beaucoup plus importante que celle qui est observée dans le stock d'emplois. En effet, parmi l'ensemble des salariés actifs non intérimaires au Luxembourg au 31 mars 2017, seuls 14% sont rémunérés au voisinage du SSM.

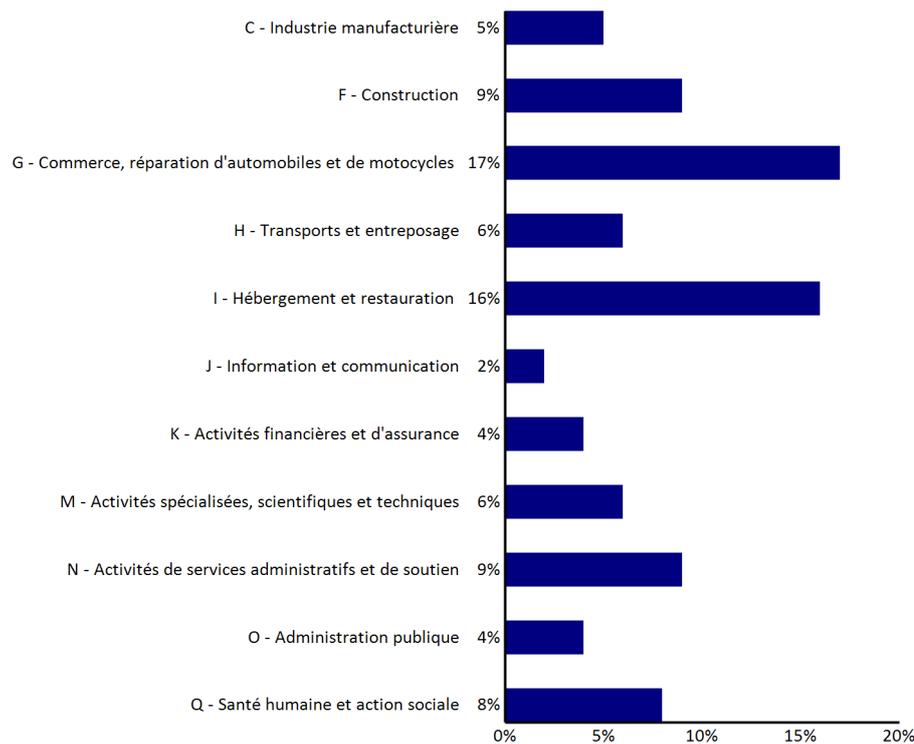
Cette différence entre la part d'emplois rémunérés au SSM dans les recrutements et dans l'emploi salarié (hors intérimaires) s'explique par deux éléments :

- Il y a un turn over plus important sur les emplois rémunérés au SSM puisqu'ils correspondent à des emplois peu qualifiés.
- Le salaire des personnes recrutées au SSM et se maintenant en emploi peut évoluer au fur et à mesure de la carrière et dépasser le SSM.

Dans 69% des recrutements rémunérés au voisinage du SSM, il s'agit du SSM non qualifié, correspondant en juin 2017 à 1 999 € par mois pour un temps plein. Le SSM qualifié concerne 31% des recrutements rémunérés au salaire social minimum et s'élève en juin 2017 à 2 398 € par mois.

<sup>11</sup>Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 8 de l'annexe.

## 8.2. Structure des recrutements rémunérés au voisinage du SSM selon le secteur d'activité

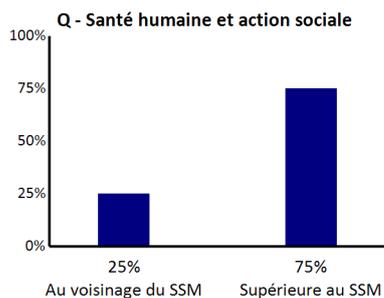
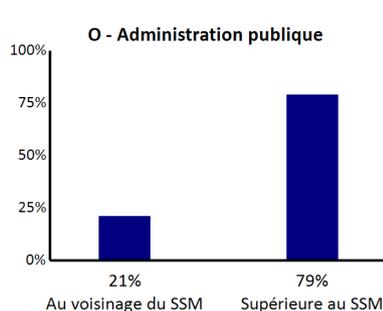
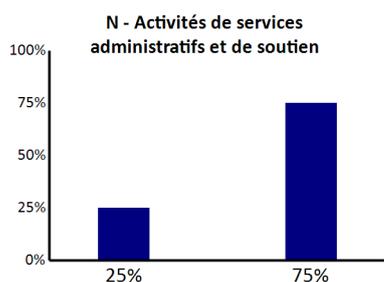
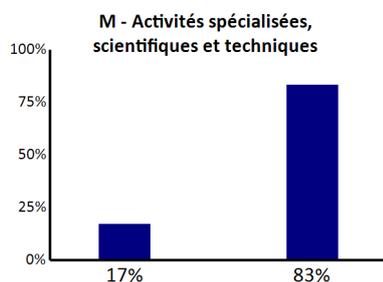
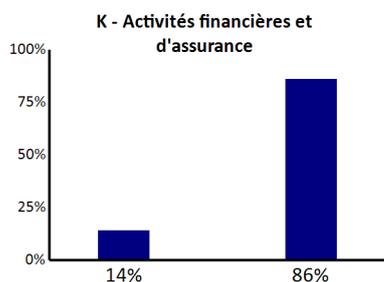
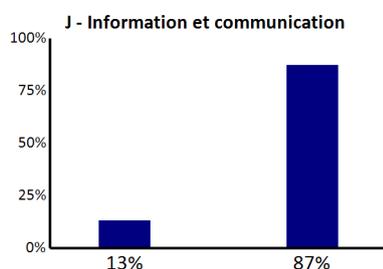
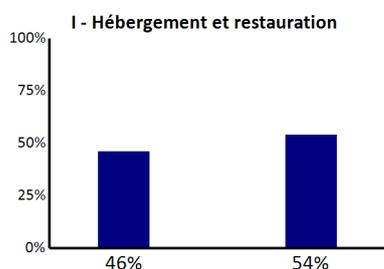
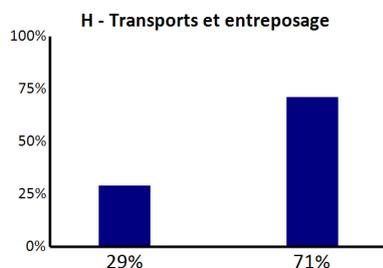
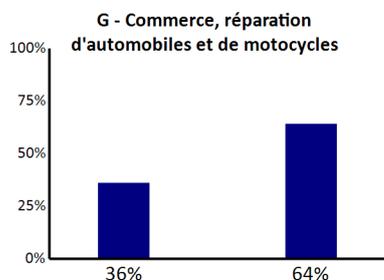
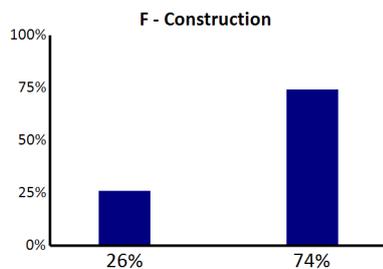
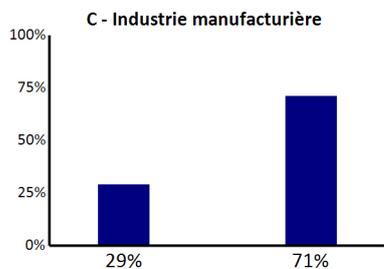


33% des recrutements rémunérés au voisinage du SSM sont concentrés dans deux secteurs d'activité, qui représentent ensemble 21% du total des recrutements. Il s'agit de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" et de "Hébergement et restauration" (qui représentent 17% et 16% des recrutements au voisinage du SSM).

Les secteurs "Construction" et "Activités de services administratifs et de soutien", qui comprend les entreprises de nettoyage, représentent à eux deux 18% des recrutements au SSM.

**Guide de lecture :** Le secteur "Industrie manufacturière" représente 5% des recrutements rémunérés au voisinage du salaire social minimum.

## 8.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon la rémunération



Dans certains secteurs, la part de recrutements au voisinage du SSM est supérieure à la moyenne, qui s'établit à 27%. Il s'agit de "Hébergement et restauration" (46% des recrutements dans ce secteur sont rémunérés au voisinage du SSM), de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (36%) et de "Industrie manufacturière" (29%) (voir tableau 7 en annexe).

A contrario, d'autres secteurs affichent une part de recrutements au voisinage du SSM inférieure à la moyenne, notamment "Activités financières et d'assurance" (14%) ainsi que "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (17%).

**Guide de lecture :** Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre juin 2016 et juin 2017, 29% sont rémunérés au voisinage du salaire social minimum.

# Note méthodologique

## Définitions et méthodes

Les recrutements et les fins de contrat sont identifiés à partir des affiliations des individus auprès du système de sécurité sociale luxembourgeois.

- Une personne absente des fichiers de la sécurité sociale à la fin du mois t et présente dans les fichiers à la fin du mois t+1 est comptabilisée comme un recrutement.
- Une personne présente dans les fichiers de la sécurité sociale à la fin du mois t et absente des fichiers à la fin du mois t+1 est comptabilisée comme une fin de contrat.
- Une personne présente dans les fichiers à la fin des deux mois mais ayant changé d'employeur entre ces deux mois est comptabilisée comme une fin de contrat (auprès de l'ancien employeur) et comme un recrutement (auprès du nouvel employeur).

Les changements d'emploi au sein d'un même employeur ne sont comptabilisés ni dans les recrutements, ni dans les fins de contrat.

La succession de contrats pour une même personne dans la même entreprise n'est pas comptabilisée. Ceci concerne également le travail intérimaire : une succession de plusieurs missions dans une même entreprise est considérée comme un seul contrat de travail et non pas comme une suite de plusieurs recrutements et plusieurs fins de contrat.

Une seule occupation par personne est prise en considération. En cas d'occupations multiples, l'occupation retenue est celle qui correspond au plus grand nombre d'heures de travail.

Parmi l'ensemble des recrutements, une très faible partie (environ 2%) ne correspond pas à de véritables recrutements mais à une reprise du travail à la suite d'un congé parental à temps plein. De la même manière, environ 2% des fins de contrat correspondent à des départs en congé parental à plein temps. Pour des raisons de cohérence entre les données de stock et de flux, il n'est pas possible d'exclure ces « faux » recrutements et ces « fausses » fins de contrat des chiffres présentés ici.

## Données

Les chiffres présentés dans ce tableau de bord sont issus du Centre Commun de la Sécurité Sociale. Les traitements sont réalisés par l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS). Les données consolidées sont disponibles avec trois mois de retard.

## Protection des données à caractère personnel

Pour des raisons de protection des données à caractère personnel, les effectifs réels sont arrondis à la dizaine inférieure ou supérieure. Ainsi, un effectif réel de 0, 10 ou tout multiple de 10 garde sa valeur réelle ; un effectif réel compris entre 1 et 9 est arrondi soit à 0 soit à 10 ; un effectif réel entre 11 et 19 est arrondi soit à 10 soit à 20, etc. En conséquence, la valeur 0 signifie une valeur réelle comprise entre 0 et 9, 10 une valeur réelle comprise entre 1 et 19, etc.

Le logiciel spécialisé TAU-ARGUS (<http://neon.vb.cbs.nl/casc/..%5Ccasc%5Ctau.htm>) est utilisé pour arrondir les effectifs de façon à respecter l'additivité autant que possible. Les effectifs réels sont arrondis à la dizaine inférieure ou supérieure (mais pas nécessairement la dizaine la plus proche) de façon à réduire les risques d'identification et de divulgation.

A cause de l'arrondi, la valeur d'un même indicateur peut légèrement différer dans des tableaux distincts.

## Limites dans l'utilisation des arrondis

Attention, comme un écart maximal de 9 est possible entre l'effectif réel et l'effectif arrondi, le calcul de pourcentages réalisé sur les effectifs arrondis peut être différent de celui réalisé sur les effectifs réels. C'est le cas par exemple du calcul d'une évolution ou du calcul de la part que représente un groupe de personnes dans une population donnée. En particulier, quand les effectifs sont petits (sous le millier), les pourcentages calculés peuvent être sensiblement surestimés ou sous-estimés et les évolutions masquées ou inversées. C'est pourquoi il convient d'être très prudent lors de l'analyse de petits effectifs. Toutefois, quel que soit l'effectif, s'il existe une tendance forte à la hausse ou à la baisse, cette tendance sera également observée sur les effectifs arrondis.

Ce tableau de bord a été réalisé dans le cadre du Réseau d'étude sur le marché du travail et de l'emploi (RETEL).

La Cellule Emploi-Travail de l'IGSS remercie les membres du réseau pour leur participation.

Le RETEL constitue un observatoire de l'emploi regroupant les principaux producteurs et utilisateurs de données sur le marché du travail au Luxembourg. Il a pour objectif d'améliorer les connaissances par rapport à l'emploi et au chômage, ceci à travers de nouveaux indicateurs, de nouvelles études et l'organisation de conférences.

Vous pouvez consulter les tableaux de bord dans la rubrique "Faits et chiffres" du portail de l'emploi :

<http://www.adem.public.lu/fr/marche-emploi-luxembourg/faits-et-chiffres/statistiques/igss/index.html>

Pour nous contacter : exclusivement par email à l'adresse [cet@igss.etat.lu](mailto:cet@igss.etat.lu)

# ANNEXES

## Liste des tableaux

Tableau 1 - Nombre de recrutements salariés intérimaires et non intérimaires par mois	24
Tableau 2 - Nombre de fins de contrat salariés intérimaires et non intérimaires par mois	24
Tableau 3 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité	25
Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre	26
Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge	29
Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence	33
Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat	37
Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum	40

Tableau 1 - Nombre de recrutements salariés intérimaires et non intérimaires par mois (juin 2016 - juin 2017)

	juin-juil. 2016	juil.-août 2016	août-sept. 2016	sept.-oct. 2016	oct.-nov. 2016	nov.-déc. 2016	déc.-janv. 2017	janv.-févr. 2017	févr.-mars 2017	mars-avr. 2017	avr.-mai 2017	mai-juin 2017	Total annuel
Salariés non-intérimaires	8 370	8 040	14 520	12 880	8 860	6 320	11 230	8 820	10 040	9 950	9 430	8 720	117 180
Salariés intérimaires	1 670	3 250	2 810	1 060	2 260	990	4 220	2 470	2 550	2 570	2 170	2 630	28 650
Total	10 040	11 290	17 330	13 940	11 120	7 310	15 450	11 290	12 590	12 520	11 600	11 350	145 830

Tableau 2 - Nombre de fins de contrat salariés intérimaires et non intérimaires par mois (juin 2016 - juin 2017)

	juin-juil. 2016	juil.-août 2016	août-sept. 2016	sept.-oct. 2016	oct.-nov. 2016	nov.-déc. 2016	déc.-janv. 2017	janv.-févr. 2017	févr.-mars 2017	mars-avr. 2017	avr.-mai 2017	mai-juin 2017	Total annuel
Salariés non-intérimaires	9 120	8 710	9 970	8 400	9 180	7 860	10 670	7 240	7 830	8 260	8 080	7 670	102 990
Salariés intérimaires	3 900	2 000	1 950	3 110	620	5 870	1 330	1 550	1 610	2 590	1 950	2 090	28 570
Total	13 020	10 710	11 920	11 510	9 800	13 730	12 000	8 790	9 440	10 850	10 030	9 760	131 560

Tableau 3 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité (juin 2016 - juin 2017)

	Recrutements 1	Fins de contrat 2	% du secteur dans les recrutements	% du secteur dans les fins de contrat	Création nette d'emplois (CNE) 1-2	Contribution du secteur à la CNE	Emplois salariés non intérimaires en juin 2017	
							Nombre	%
A - Agriculture, sylviculture et pêche	630	580	0,5%	0,6%	50	0,4%	1 390	0,3%
B - Industries extractives	20	20	0,0%	0,0%	0	0,0%	250	0,1%
C - Industrie manufacturière	5 690	5 600	4,9%	5,4%	90	0,6%	31 720	7,9%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	220	170	0,2%	0,2%	50	0,4%	1 500	0,4%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	230	190	0,2%	0,2%	40	0,3%	1 630	0,4%
F - Construction	11 400	10 290	9,7%	10,0%	1 110	7,8%	43 410	10,8%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	14 420	13 210	12,3%	12,8%	1 210	8,5%	48 390	12,0%
H - Transports et entreposage	6 740	5 830	5,8%	5,7%	910	6,4%	28 200	7,0%
I - Hébergement et restauration	10 960	10 390	9,4%	10,1%	570	4,0%	19 520	4,8%
J - Information et communication	5 410	4 390	4,6%	4,3%	1 020	7,2%	19 150	4,7%
K - Activités financières et d'assurance	9 680	8 600	8,3%	8,4%	1 080	7,6%	46 730	11,6%
L - Activités immobilières	1 200	1 010	1,0%	1,0%	190	1,3%	2 850	0,7%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	11 660	9 730	10,0%	9,4%	1 930	13,6%	36 000	8,9%
N - Activités de services administratifs et de soutien	11 830	9 870	10,1%	9,6%	1 960	13,8%	20 950	5,2%
O - Administration publique	6 430	5 210	5,5%	5,1%	1 220	8,6%	42 460	10,5%
P - Enseignement (privé)	1 410	1 220	1,2%	1,2%	190	1,3%	4 490	1,1%
Q - Santé humaine et action sociale	9 690	8 280	8,3%	8,0%	1 410	9,9%	36 990	9,2%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	800	730	0,7%	0,7%	70	0,5%	2 180	0,5%
S - Autres activités de services	1 920	1 740	1,6%	1,7%	180	1,3%	6 250	1,5%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	3 700	3 650	3,2%	3,5%	50	0,4%	6 030	1,5%
U - Activités extra-territoriales	230	190	0,2%	0,2%	40	0,3%	680	0,2%
Z - Non déterminé	2 910	2 090	2,5%	2,0%	820	5,8%	2 550	0,6%
<b>Total</b>	<b>117 180</b>	<b>102 990</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>14 190</b>	<b>100,0%</b>	<b>403 320</b>	<b>100,0%</b>

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (juin 2016 - juin 2017) – partie 1

	Recrutements			Fins de contrat			% du secteur dans les recrutements		% du secteur dans les fins de contrat	
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
A - Agriculture, sylviculture et pêche	150	480	630	120	460	580	0,3%	0,8%	0,2%	0,8%
B - Industries extractives	0	20	20	0	20	20	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
C - Industrie manufacturière	1 300	4 390	5 690	1 290	4 310	5 600	2,4%	7,0%	2,7%	7,9%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	40	180	220	30	140	170	0,1%	0,3%	0,1%	0,3%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	40	190	230	30	160	190	0,1%	0,3%	0,1%	0,3%
F - Construction	1 190	10 210	11 400	1 070	9 220	10 290	2,2%	16,2%	2,2%	16,8%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	6 830	7 590	14 420	6 480	6 730	13 210	12,6%	12,0%	13,4%	12,3%
H - Transports et entreposage	1 080	5 660	6 740	900	4 930	5 830	2,0%	9,0%	1,9%	9,0%
I - Hébergement et restauration	5 800	5 160	10 960	5 530	4 860	10 390	10,7%	8,2%	11,5%	8,9%
J - Information et communication	1 610	3 800	5 410	1 300	3 090	4 390	3,0%	6,0%	2,7%	5,6%
K - Activités financières et d'assurance	4 560	5 120	9 680	4 150	4 450	8 600	8,4%	8,1%	8,6%	8,1%
L - Activités immobilières	630	570	1 200	510	500	1 010	1,2%	0,9%	1,1%	0,9%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	5 620	6 040	11 660	4 790	4 940	9 730	10,4%	9,6%	9,9%	9,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	6 750	5 080	11 830	5 960	3 910	9 870	12,5%	8,0%	12,4%	7,1%
O - Administration publique	3 790	2 640	6 430	3 090	2 120	5 210	7,0%	4,2%	6,4%	3,9%
P - Enseignement (privé)	790	620	1 410	710	510	1 220	1,5%	1,0%	1,5%	0,9%
Q - Santé humaine et action sociale	7 090	2 600	9 690	6 060	2 220	8 280	13,1%	4,1%	12,6%	4,1%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	370	430	800	350	380	730	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%
S - Autres activités de services	1 390	530	1 920	1 300	440	1 740	2,6%	0,8%	2,7%	0,8%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	3 530	170	3 700	3 490	160	3 650	6,5%	0,3%	7,2%	0,3%
U - Activités extra-territoriales	190	40	230	140	50	190	0,4%	0,1%	0,3%	0,1%
Z - Non déterminé	1 280	1 630	2 910	920	1 170	2 090	2,4%	2,6%	1,9%	2,1%
Total	54 030	63 150	117 180	48 220	54 770	102 990	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (juin 2016 - juin 2017) – partie 2

	% des recrutements dans le secteur		
	Femmes	Hommes	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	23,8%	76,2%	100,0%
B - Industries extractives	0,0%	100,0%	100,0%
C - Industrie manufacturière	22,8%	77,2%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	18,2%	81,8%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	17,4%	82,6%	100,0%
F - Construction	10,4%	89,6%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	47,4%	52,6%	100,0%
H - Transports et entreposage	16,0%	84,0%	100,0%
I - Hébergement et restauration	52,9%	47,1%	100,0%
J - Information et communication	29,8%	70,2%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	47,1%	52,9%	100,0%
L - Activités immobilières	52,5%	47,5%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	48,2%	51,8%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	57,1%	42,9%	100,0%
O - Administration publique	58,9%	41,1%	100,0%
P - Enseignement	56,0%	44,0%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	73,2%	26,8%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	46,3%	53,8%	100,0%
S - Autres activités de services	72,4%	27,6%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	95,4%	4,6%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	82,6%	17,4%	100,0%
Z - Non déterminé	44,0%	56,0%	100,0%

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (juin 2016 - juin 2017) – partie 3

	Emplois salariés hors intérimaires en juin 2017			% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en juin 2017	
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
A - Agriculture, sylviculture et pêche	290	1 100	1 390	0,2%	0,5%
B - Industries extractives	20	230	250	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	5 540	26 180	31 720	3,4%	10,9%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	230	1 270	1 500	0,1%	0,5%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	240	1 390	1 630	0,1%	0,6%
F - Construction	3 820	39 590	43 410	2,3%	16,5%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	20 970	27 420	48 390	12,8%	11,5%
H - Transports et entreposage	3 860	24 340	28 200	2,4%	10,2%
I - Hébergement et restauration	10 100	9 420	19 520	6,2%	3,9%
J - Information et communication	4 990	14 160	19 150	3,0%	5,9%
K - Activités financières et d'assurance	21 060	25 670	46 730	12,8%	10,7%
L - Activités immobilières	1 360	1 490	2 850	0,8%	0,6%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	15 690	20 310	36 000	9,6%	8,5%
N - Activités de services administratifs et de soutien	11 810	9 140	20 950	7,2%	3,8%
O - Administration publique	20 760	21 700	42 460	12,7%	9,1%
P - Enseignement (privé)	2 410	2 080	4 490	1,5%	0,9%
Q - Santé humaine et action sociale	28 170	8 820	36 990	17,2%	3,7%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	930	1 250	2 180	0,6%	0,5%
S - Autres activités de services	4 450	1 800	6 250	2,7%	0,8%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	5 800	230	6 030	3,5%	0,1%
U - Activités extra-territoriales	460	220	680	0,3%	0,1%
Z - Non déterminé	1 100	1 450	2 550	0,7%	0,6%
Total	164 060	239 260	403 320	100,0%	100,0%

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (juin 2016 - juin 2017) – partie 1

	Recrutements					Total	Fins de contrat					Total
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans		< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	
A - Agriculture, sylviculture et pêche	160	170	130	120	50	630	110	150	120	130	70	580
B - Industries extractives	0	10	0	10	0	20	0	10	0	0	10	20
C - Industrie manufacturière	1 210	1 980	1 430	860	210	5 690	770	1 690	1 430	990	720	5 600
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	60	90	50	20	0	220	20	50	30	30	40	170
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	30	90	70	30	10	230	10	50	60	30	40	190
F - Construction	2 080	3 340	3 110	2 250	620	11 400	1 300	2 880	2 810	2 200	1 100	10 290
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	4 210	4 990	2 980	1 750	490	14 420	3 070	4 400	2 740	1 930	1 080	13 220
H - Transports et entreposage	1 190	2 040	1 790	1 210	510	6 740	640	1 560	1 510	1 180	940	5 830
I - Hébergement et restauration	2 870	3 710	2 500	1 480	400	10 960	2 260	3 680	2 460	1 500	490	10 390
J - Information et communication	900	2 410	1 420	560	130	5 420	430	1 700	1 380	600	280	4 390
K - Activités financières et d'assurance	1 650	4 030	2 500	1 200	300	9 680	970	3 120	2 420	1 350	730	8 590
L - Activités immobilières	170	360	330	240	100	1 200	100	300	280	210	120	1 010
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 420	5 500	2 230	1 170	340	11 660	1 210	4 570	2 270	1 120	560	9 730
N - Activités de services administratifs et de soutien	2 410	3 920	3 010	2 000	480	11 820	1 800	3 120	2 600	1 750	600	9 870
O - Administration publique	1 860	2 520	1 120	690	240	6 430	1 080	1 570	760	570	1 230	5 210
P - Enseignement (privé)	320	660	280	120	30	1 410	220	580	250	100	60	1 210
Q - Santé humaine et action sociale	2 250	3 790	1 960	1 300	390	9 690	1 250	3 110	1 780	1 250	890	8 280
R - Arts, spectacles et activités récréatives	220	310	120	110	40	800	150	280	130	110	60	730
S - Autres activités de services	490	700	410	250	80	1 930	380	600	390	230	150	1 750
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	130	570	1 100	1 250	650	3 700	100	530	1 040	1 240	740	3 650
U - Activités extra-territoriales	0	30	100	50	40	220	0	30	70	40	50	190
Z - Non déterminé	260	740	860	840	210	2 910	120	530	650	610	180	2 090
Total	24 890	41 960	27 500	17 510	5 320	117 180	15 990	34 510	25 180	17 170	10 140	102 990

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (juin 2016 - juin 2017) – partie 2

	% du secteur dans les recrutements					% du secteur dans les fins de contrat				
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans
A - Agriculture, sylviculture et pêche	0,6%	0,4%	0,5%	0,7%	0,9%	0,7%	0,4%	0,5%	0,8%	0,7%
B - Industries extractives	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	4,9%	4,7%	5,2%	4,9%	3,9%	4,8%	4,9%	5,7%	5,8%	7,1%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0,2%	0,2%	0,2%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	0,2%	0,4%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,1%	0,2%	0,3%	0,2%	0,2%	0,1%	0,1%	0,2%	0,2%	0,4%
F - Construction	8,4%	8,0%	11,3%	12,8%	11,7%	8,1%	8,3%	11,2%	12,8%	10,8%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	16,9%	11,9%	10,8%	10,0%	9,2%	19,2%	12,7%	10,9%	11,2%	10,7%
H - Transports et entreposage	4,8%	4,9%	6,5%	6,9%	9,6%	4,0%	4,5%	6,0%	6,9%	9,3%
I - Hébergement et restauration	11,5%	8,8%	9,1%	8,5%	7,5%	14,1%	10,7%	9,8%	8,7%	4,8%
J - Information et communication	3,6%	5,7%	5,2%	3,2%	2,4%	2,7%	4,9%	5,5%	3,5%	2,8%
K - Activités financières et d'assurance	6,6%	9,6%	9,1%	6,9%	5,6%	6,1%	9,0%	9,6%	7,9%	7,2%
L - Activités immobilières	0,7%	0,9%	1,2%	1,4%	1,9%	0,6%	0,9%	1,1%	1,2%	1,2%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	9,7%	13,1%	8,1%	6,7%	6,4%	7,6%	13,2%	9,0%	6,5%	5,5%
N - Activités de services administratifs et de soutien	9,7%	9,3%	10,9%	11,4%	9,0%	11,3%	9,0%	10,3%	10,2%	5,9%
O - Administration publique	7,5%	6,0%	4,1%	3,9%	4,5%	6,8%	4,5%	3,0%	3,3%	12,1%
P - Enseignement (privé)	1,3%	1,6%	1,0%	0,7%	0,6%	1,4%	1,7%	1,0%	0,6%	0,6%
Q - Santé humaine et action sociale	9,0%	9,0%	7,1%	7,4%	7,3%	7,8%	9,0%	7,1%	7,3%	8,8%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	0,9%	0,7%	0,4%	0,6%	0,8%	0,9%	0,8%	0,5%	0,6%	0,6%
S - Autres activités de services	2,0%	1,7%	1,5%	1,4%	1,5%	2,4%	1,7%	1,5%	1,3%	1,5%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	0,5%	1,4%	4,0%	7,1%	12,2%	0,6%	1,5%	4,1%	7,2%	7,3%
U - Activités extra-territoriales	0,0%	0,1%	0,4%	0,3%	0,8%	0,0%	0,1%	0,3%	0,2%	0,5%
Z - Non déterminé	1,0%	1,8%	3,1%	4,8%	3,9%	0,8%	1,5%	2,6%	3,6%	1,8%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (juin 2016 - juin 2017) – partie 3

	% des recrutements dans le secteur					Total
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	
A - Agriculture, sylviculture et pêche	25,4%	27,0%	20,6%	19,0%	7,9%	100,0%
B - Industries extractives	0,0%	50,0%	0,0%	50,0%	0,0%	100,0%
C - Industrie manufacturière	21,3%	34,8%	25,1%	15,1%	3,7%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	27,3%	40,9%	22,7%	9,1%	0,0%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	13,0%	39,1%	30,4%	13,0%	4,3%	100,0%
F - Construction	18,2%	29,3%	27,3%	19,7%	5,4%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	29,2%	34,6%	20,7%	12,1%	3,4%	100,0%
H - Transports et entreposage	17,7%	30,3%	26,6%	18,0%	7,6%	100,0%
I - Hébergement et restauration	26,2%	33,9%	22,8%	13,5%	3,6%	100,0%
J - Information et communication	16,6%	44,5%	26,2%	10,3%	2,4%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	17,0%	41,6%	25,8%	12,4%	3,1%	100,0%
L - Activités immobilières	14,2%	30,0%	27,5%	20,0%	8,3%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	20,8%	47,2%	19,1%	10,0%	2,9%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	20,4%	33,2%	25,5%	16,9%	4,1%	100,0%
O - Administration publique	28,9%	39,2%	17,4%	10,7%	3,7%	100,0%
P - Enseignement (privé)	22,7%	46,8%	19,9%	8,5%	2,1%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	23,2%	39,1%	20,2%	13,4%	4,0%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	27,5%	38,8%	15,0%	13,8%	5,0%	100,0%
S - Autres activités de services	25,4%	36,3%	21,2%	13,0%	4,1%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	3,5%	15,4%	29,7%	33,8%	17,6%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	0,0%	13,6%	45,5%	22,7%	18,2%	100,0%
Z - Non déterminé	8,9%	25,4%	29,6%	28,9%	7,2%	100,0%

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (juin 2016 - juin 2017) – partie 4

	Emplois salariés hors intérimaires en juin 2017					Total	% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en juin 2017				
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans		< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans
A - Agriculture, sylviculture et pêche	180	350	370	340	150	1 390	0,7%	0,3%	0,3%	0,3%	0,4%
B - Industries extractives	10	40	50	110	40	250	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%
C - Industrie manufacturière	1 660	7 240	9 210	10 380	3 220	31 710	6,5%	6,7%	7,8%	9,3%	8,2%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	90	450	410	430	120	1 500	0,4%	0,4%	0,3%	0,4%	0,3%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	60	360	450	570	190	1 630	0,2%	0,3%	0,4%	0,5%	0,5%
F - Construction	2 920	9 880	12 650	13 380	4 590	43 420	11,5%	9,1%	10,7%	12,0%	11,7%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	4 480	12 990	13 500	12 880	4 540	48 390	17,6%	11,9%	11,4%	11,6%	11,5%
H - Transports et entreposage	1 570	6 520	8 130	8 530	3 450	28 200	6,2%	6,0%	6,8%	7,7%	8,8%
I - Hébergement et restauration	2 350	5 790	5 570	4 410	1 400	19 520	9,2%	5,3%	4,7%	4,0%	3,6%
J - Information et communication	920	6 140	6 290	4 400	1 400	19 150	3,6%	5,6%	5,3%	4,0%	3,6%
K - Activités financières et d'assurance	1 320	11 540	16 300	13 820	3 750	46 730	5,2%	10,6%	13,7%	12,4%	9,5%
L - Activités immobilières	160	650	820	790	430	2 850	0,6%	0,6%	0,7%	0,7%	1,1%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 230	14 340	10 050	6 960	2 410	35 990	8,8%	13,2%	8,5%	6,3%	6,1%
N - Activités de services administratifs et de soutien	1 330	5 750	6 350	5 610	1 900	20 940	5,2%	5,3%	5,3%	5,0%	4,8%
O - Administration publique	2 160	11 190	12 380	11 910	4 820	42 460	8,5%	10,3%	10,4%	10,7%	12,3%
P - Enseignement (privé)	220	1 450	1 330	1 080	420	4 500	0,9%	1,3%	1,1%	1,0%	1,1%
Q - Santé humaine et action sociale	2 840	10 470	9 980	10 000	3 700	36 990	11,2%	9,6%	8,4%	9,0%	9,4%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	190	620	600	540	230	2 180	0,7%	0,6%	0,5%	0,5%	0,6%
S - Autres activités de services	620	1 780	1 640	1 530	680	6 250	2,4%	1,6%	1,4%	1,4%	1,7%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	80	630	1 710	2 290	1 330	6 040	0,3%	0,6%	1,4%	2,1%	3,4%
U - Activités extra-territoriales	0	80	210	240	150	680	0,0%	0,1%	0,2%	0,2%	0,4%
Z - Non déterminé	50	450	710	930	410	2 550	0,2%	0,4%	0,6%	0,8%	1,0%
Total	25 440	108 710	118 710	111 130	39 330	403 320	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (juin 2016 - juin 2017) – partie 1

	Recrutements				Fins de contrat			
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Total	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	150	160	320	630	140	140	300	580
B - Industries extractives	10	0	10	20	10	0	10	20
C - Industrie manufacturière	3 350	550	1 790	5 690	3 060	770	1 770	5 600
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	80	100	40	220	60	80	30	170
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	120	70	40	230	100	60	30	190
F - Construction	6 120	1 030	4 250	11 400	5 270	1 070	3 950	10 290
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	7 130	2 790	4 500	14 420	6 320	3 070	3 820	13 210
H - Transports et entreposage	3 100	1 170	2 470	6 740	2 900	1 030	1 900	5 830
I - Hébergement et restauration	3 300	1 260	6 400	10 960	3 000	1 270	6 120	10 390
J - Information et communication	2 850	610	1 950	5 410	2 370	680	1 340	4 390
K - Activités financières et d'assurance	4 710	930	4 040	9 680	4 210	1 050	3 340	8 600
L - Activités immobilières	420	300	480	1 200	330	280	400	1 010
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	5 660	1 480	4 520	11 660	4 790	1 420	3 520	9 730
N - Activités de services administratifs et de soutien	5 710	1 000	5 120	11 830	4 570	920	4 380	9 870
O - Administration publique	270	5 390	770	6 430	180	4 500	530	5 210
P - Enseignement (privé)	340	360	710	1 410	320	350	550	1 220
Q - Santé humaine et action sociale	2 660	4 180	2 850	9 690	2 130	3 790	2 360	8 280
R - Arts, spectacles et activités récréatives	250	230	320	800	200	220	310	730
S - Autres activités de services	650	530	740	1 920	580	540	620	1 740
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	360	240	3 100	3 700	370	260	3 020	3 650
U - Activités extra-territoriales	50	20	160	230	40	20	130	190
Z - Non déterminé	560	720	1 630	2 910	280	560	1 250	2 090
<b>Total</b>	<b>47 850</b>	<b>23 120</b>	<b>46 210</b>	<b>117 180</b>	<b>41 230</b>	<b>22 080</b>	<b>39 680</b>	<b>102 990</b>

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (juin 2016 - juin 2017) – partie 2

	% du secteur dans les recrutements			% du secteur dans les fins de contrat		
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers
A - Agriculture, sylviculture et pêche	0,3%	0,7%	0,7%	0,3%	0,6%	0,7%
B - Industries extractives	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
C - Industrie manufacturière	7,0%	2,4%	3,9%	7,4%	3,5%	3,9%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0,2%	0,4%	0,1%	0,1%	0,4%	0,1%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,3%	0,3%	0,1%	0,2%	0,3%	0,1%
F - Construction	12,8%	4,5%	9,2%	12,8%	4,8%	9,2%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	14,9%	12,1%	9,7%	15,3%	13,9%	9,7%
H - Transports et entreposage	6,5%	5,1%	5,3%	7,0%	4,7%	5,3%
I - Hébergement et restauration	6,9%	5,4%	13,8%	7,3%	5,8%	13,8%
J - Information et communication	6,0%	2,6%	4,2%	5,7%	3,1%	4,2%
K - Activités financières et d'assurance	9,8%	4,0%	8,7%	10,2%	4,8%	8,7%
L - Activités immobilières	0,9%	1,3%	1,0%	0,8%	1,3%	1,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	11,8%	6,4%	9,8%	11,6%	6,4%	9,8%
N - Activités de services administratifs et de soutien	11,9%	4,3%	11,1%	11,1%	4,2%	11,1%
O - Administration publique	0,6%	23,3%	1,7%	0,4%	20,4%	1,7%
P - Enseignement (privé)	0,7%	1,6%	1,5%	0,8%	1,6%	1,5%
Q - Santé humaine et action sociale	5,6%	18,1%	6,2%	5,2%	17,2%	6,2%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	0,5%	1,0%	0,7%	0,5%	1,0%	0,7%
S - Autres activités de services	1,4%	2,3%	1,6%	1,4%	2,4%	1,6%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	0,8%	1,0%	6,7%	0,9%	1,2%	6,7%
U - Activités extra-territoriales	0,1%	0,1%	0,3%	0,1%	0,1%	0,3%
Z - Non déterminé	1,2%	3,1%	3,5%	0,7%	2,5%	3,5%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (juin 2016 - juin 2017) – partie 3

	% des recrutements dans le secteur			Total
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	
A - Agriculture, sylviculture et pêche	23,8%	25,4%	50,8%	100,0%
B - Industries extractives	50,0%	0,0%	50,0%	100,0%
C - Industrie manufacturière	58,9%	9,7%	31,5%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	36,4%	45,5%	18,2%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	52,2%	30,4%	17,4%	100,0%
F - Construction	53,7%	9,0%	37,3%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	49,4%	19,3%	31,2%	100,0%
H - Transports et entreposage	46,0%	17,4%	36,6%	100,0%
I - Hébergement et restauration	30,1%	11,5%	58,4%	100,0%
J - Information et communication	52,7%	11,3%	36,0%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	48,7%	9,6%	41,7%	100,0%
L - Activités immobilières	35,0%	25,0%	40,0%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	48,5%	12,7%	38,8%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	48,3%	8,5%	43,3%	100,0%
O - Administration publique	4,2%	83,8%	12,0%	100,0%
P - Enseignement	24,1%	25,5%	50,4%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	27,5%	43,1%	29,4%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	31,3%	28,8%	40,0%	100,0%
S - Autres activités de services	33,9%	27,6%	38,5%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	9,7%	6,5%	83,8%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	21,7%	8,7%	69,6%	100,0%
Z - Non déterminé	19,2%	24,7%	56,0%	100,0%

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (juin 2016 - juin 2017) – partie 4

	Emplois salariés hors intérimaires en juin 2017				% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en juin 2017		
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Total	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers
A - Agriculture, sylviculture et pêche	400	370	620	1 390	0,2%	0,3%	0,5%
B - Industries extractives	120	50	80	250	0,1%	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	20 510	4 720	6 490	31 720	11,7%	4,2%	5,6%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	340	1 020	140	1 500	0,2%	0,9%	0,1%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	780	640	210	1 630	0,4%	0,6%	0,2%
F - Construction	23 180	4 010	16 220	43 410	13,2%	3,6%	14,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	27 120	9 740	11 530	48 390	15,4%	8,7%	9,9%
H - Transports et entreposage	13 410	7 280	7 510	28 200	7,6%	6,5%	6,5%
I - Hébergement et restauration	6 910	2 070	10 540	19 520	3,9%	1,9%	9,1%
J - Information et communication	10 000	4 120	5 030	19 150	5,7%	3,7%	4,3%
K - Activités financières et d'assurance	22 980	8 930	14 820	46 730	13,1%	8,0%	12,8%
L - Activités immobilières	940	890	1 020	2 850	0,5%	0,8%	0,9%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	18 470	5 440	12 090	36 000	10,5%	4,9%	10,4%
N - Activités de services administratifs et de soutien	10 430	2 000	8 520	20 950	5,9%	1,8%	7,3%
O - Administration publique	1 970	37 730	2 760	42 460	1,1%	33,9%	2,4%
P - Enseignement (privé)	1 300	1 330	1 860	4 490	0,7%	1,2%	1,6%
Q - Santé humaine et action sociale	12 860	16 560	7 570	36 990	7,3%	14,9%	6,5%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	790	800	590	2 180	0,4%	0,7%	0,5%
S - Autres activités de services	2 070	2 230	1 950	6 250	1,2%	2,0%	1,7%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	740	560	4 730	6 030	0,4%	0,5%	4,1%
U - Activités extra-territoriales	220	80	380	680	0,1%	0,1%	0,3%
Z - Non déterminé	320	800	1 430	2 550	0,2%	0,7%	1,2%
<b>Total</b>	<b>175 860</b>	<b>111 370</b>	<b>116 090</b>	<b>403 320</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat (juin 2016 - juin 2017) – partie 1

	Recrutements					CDI	Total	Fins de contrat			% du secteur dans les recrutements	
	CDD				Total			CDD	CDI	Total	CDD	CDI
	<= 1 mois	2 - 6 mois	7 - 12 mois	> 12 mois								
A - Agriculture, sylviculture et pêche	60	80	40	10	190	440	630	150	430	580	0,6%	0,5%
B - Industries extractives	0	0	0	0	0	20	20	10	10	20	0,0%	0,0%
C - Industrie manufacturière	270	930	410	50	1 660	4 030	5 690	1 070	4 530	5 600	5,0%	4,8%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0	20	10	0	30	190	220	20	150	170	0,1%	0,2%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0	20	20	0	40	190	230	20	170	190	0,1%	0,2%
F - Construction	510	1 610	540	70	2 730	8 670	11 400	1 970	8 320	10 290	8,2%	10,3%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	880	2 870	820	170	4 740	9 680	14 420	3 460	9 750	13 210	14,2%	11,5%
H - Transports et entreposage	240	960	680	70	1 950	4 790	6 740	1 230	4 600	5 830	5,9%	5,7%
I - Hébergement et restauration	680	1 320	520	50	2 570	8 390	10 960	1 970	8 420	10 390	7,7%	10,0%
J - Information et communication	280	580	220	30	1 110	4 300	5 410	770	3 620	4 390	3,3%	5,1%
K - Activités financières et d'assurance	190	1 390	620	240	2 440	7 240	9 680	1 800	6 800	8 600	7,3%	8,6%
L - Activités immobilières	50	70	50	10	180	1 020	1 200	120	890	1 010	0,5%	1,2%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	330	1 320	470	200	2 320	9 340	11 660	1 640	8 090	9 730	7,0%	11,1%
N - Activités de services administratifs et de soutien	1 670	1 950	410	110	4 140	7 690	11 830	2 970	6 900	9 870	12,4%	9,2%
O - Administration publique	860	990	590	330	2 770	3 660	6 430	1 830	3 380	5 210	8,3%	4,4%
P - Enseignement (privé)	40	380	170	330	920	490	1 410	780	440	1 220	2,8%	0,6%
Q - Santé humaine et action sociale	500	2 250	1 000	330	4 080	5 610	9 690	2 930	5 350	8 280	12,3%	6,7%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	50	120	140	40	350	450	800	320	410	730	1,1%	0,5%
S - Autres activités de services	60	220	160	50	490	1 430	1 920	320	1 420	1 740	1,5%	1,7%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	10	30	10	0	50	3 650	3 700	40	3 610	3 650	0,2%	4,3%
U - Activités extra-territoriales	50	40	20	60	170	60	230	120	70	190	0,5%	0,1%
Z - Non déterminé	90	150	70	30	340	2 570	2 910	210	1 880	2 090	1,0%	3,1%
Total	6 820	17 300	6 970	2 180	33 270	83 910	117 180	23 750	79 240	102 990	100,0%	100,0%

Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat (juin 2016 - juin 2017) – partie 2

	% des recrutements dans le secteur		
	CDD	CDI	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	30,2%	69,8%	100,0%
B - Industries extractives	0,0%	100,0%	100,0%
C - Industrie manufacturière	29,2%	70,8%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	13,6%	86,4%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	17,4%	82,6%	100,0%
F - Construction	23,9%	76,1%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	32,9%	67,1%	100,0%
H - Transports et entreposage	28,9%	71,1%	100,0%
I - Hébergement et restauration	23,4%	76,6%	100,0%
J - Information et communication	20,5%	79,5%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	25,2%	74,8%	100,0%
L - Activités immobilières	15,0%	85,0%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	19,9%	80,1%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	35,0%	65,0%	100,0%
O - Administration publique	43,1%	56,9%	100,0%
P - Enseignement (privé)	65,2%	34,8%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	42,1%	57,9%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	43,8%	56,3%	100,0%
S - Autres activités de services	25,5%	74,5%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	1,4%	98,6%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	73,9%	26,1%	100,0%
Z - Non déterminé	11,7%	88,3%	100,0%

Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat (juin 2016 - juin 2017) – partie 3

	Emplois salariés hors intérimaires en juin 2017			% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en juin 2017	
	CDD	CDI	Total	CDD	CDI
A - Agriculture, sylviculture et pêche	90	1 300	1 390	0,4%	0,3%
B - Industries extractives	0	250	250	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	1 450	30 270	31 720	6,2%	8,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	30	1 470	1 500	0,1%	0,4%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	40	1 590	1 630	0,2%	0,4%
F - Construction	1 680	41 730	43 410	7,1%	11,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	2 890	45 500	48 390	12,3%	12,0%
H - Transports et entreposage	1 500	26 700	28 200	6,4%	7,0%
I - Hébergement et restauration	1 370	18 150	19 520	5,8%	4,8%
J - Information et communication	690	18 460	19 150	2,9%	4,9%
K - Activités financières et d'assurance	1 840	44 890	46 730	7,8%	11,8%
L - Activités immobilières	90	2 760	2 850	0,4%	0,7%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 730	34 270	36 000	7,4%	9,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	1 840	19 110	20 950	7,8%	5,0%
O - Administration publique	2 390	40 070	42 460	10,2%	10,6%
P - Enseignement (privé)	1 280	3 210	4 490	5,4%	0,8%
Q - Santé humaine et action sociale	3 750	33 240	36 990	15,9%	8,8%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	260	1 920	2 180	1,1%	0,5%
S - Autres activités de services	360	5 890	6 250	1,5%	1,6%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	20	6 010	6 030	0,1%	1,6%
U - Activités extra-territoriales	150	530	680	0,6%	0,1%
Z - Non déterminé	80	2 470	2 550	0,3%	0,7%
Total	23 530	379 790	403 320	100,0%	100,0%

Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum (juin 2016 - juin 2017) - partie 1

	Recrutements			% du secteur dans les recrutements			
	Au voisinage du SSM		Total	Supérieur au SSM	Total	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM
	SSM non qualifié	SSM qualifié					
A - Agriculture, sylviculture et pêche	240	60	300	330	630	1,0%	0,4%
B - Industries extractives	0	0	0	20	20	0,0%	0,0%
C - Industrie manufacturière	990	680	1 670	4 020	5 690	5,3%	4,7%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	10	10	20	200	220	0,1%	0,2%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	30	20	50	180	230	0,2%	0,2%
F - Construction	1 660	1 320	2 980	8 430	11 410	9,5%	9,8%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	3 890	1 320	5 210	9 210	14 420	16,6%	10,7%
H - Transports et entreposage	1 070	880	1 950	4 790	6 740	6,2%	5,6%
I - Hébergement et restauration	4 130	950	5 080	5 880	10 960	16,2%	6,9%
J - Information et communication	310	370	680	4 740	5 420	2,2%	5,5%
K - Activités financières et d'assurance	1 090	260	1 350	8 320	9 670	4,3%	9,7%
L - Activités immobilières	180	130	310	890	1 200	1,0%	1,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 220	720	1 940	9 720	11 660	6,2%	11,3%
N - Activités de services administratifs et de soutien	2 030	920	2 950	8 870	11 820	9,4%	10,3%
O - Administration publique	760	590	1 350	5 070	6 420	4,3%	5,9%
P - Enseignement (privé)	170	120	290	1 120	1 410	0,9%	1,3%
Q - Santé humaine et action sociale	1 820	580	2 400	7 290	9 690	7,6%	8,5%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	180	60	240	560	800	0,8%	0,7%
S - Autres activités de services	460	300	760	1 160	1 920	2,4%	1,4%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	330	130	460	3 250	3 710	1,5%	3,8%
U - Activités extra-territoriales	0	10	10	220	230	0,0%	0,3%
Z - Non déterminé	1 140	250	1 390	1 520	2 910	4,4%	1,8%
Total	21 710	9 680	31 390	85 790	117 180	100,0%	100,0%

Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum (juin 2016 - juin 2017) - partie 2

	% des recrutements dans le secteur		Total
	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM	
A - Agriculture, sylviculture et pêche	47,6%	52,4%	100,0%
B - Industries extractives	0,0%	100,0%	100,0%
C - Industrie manufacturière	29,3%	70,7%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	9,1%	90,9%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	21,7%	78,3%	100,0%
F - Construction	26,1%	73,9%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	36,1%	63,9%	100,0%
H - Transports et entreposage	28,9%	71,1%	100,0%
I - Hébergement et restauration	46,4%	53,6%	100,0%
J - Information et communication	12,5%	87,5%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	14,0%	86,0%	100,0%
L - Activités immobilières	25,8%	74,2%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	16,6%	83,4%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	25,0%	75,0%	100,0%
O - Administration publique	21,0%	79,0%	100,0%
P - Enseignement (privé)	20,6%	79,4%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	24,8%	75,2%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	30,0%	70,0%	100,0%
S - Autres activités de services	39,6%	60,4%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	12,4%	87,6%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	4,3%	95,7%	100,0%
Z - Non déterminé	47,8%	52,2%	100,0%

Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum (juin 2016 - juin 2017) - partie 3

	Emplois salariés hors intérimaires en juin 2017			% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en juin 2017	
	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM	Total	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM
A - Agriculture, sylviculture et pêche	540	850	1 390	1,1%	0,2%
B - Industries extractives	10	250	260	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	3 330	28 390	31 720	6,6%	8,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	30	1 470	1 500	0,1%	0,4%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	110	1 520	1 630	0,2%	0,4%
F - Construction	4 420	39 000	43 420	8,8%	11,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	11 920	36 470	48 390	23,7%	10,3%
H - Transports et entreposage	3 230	24 960	28 190	6,4%	7,1%
I - Hébergement et restauration	7 890	11 630	19 520	15,7%	3,3%
J - Information et communication	920	18 230	19 150	1,8%	5,2%
K - Activités financières et d'assurance	1 150	45 580	46 730	2,3%	12,9%
L - Activités immobilières	440	2 410	2 850	0,9%	0,7%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 250	33 750	36 000	4,5%	9,6%
N - Activités de services administratifs et de soutien	2 510	18 430	20 940	5,0%	5,2%
O - Administration publique	1 190	41 270	42 460	2,4%	11,7%
P - Enseignement (privé)	330	4 160	4 490	0,7%	1,2%
Q - Santé humaine et action sociale	5 140	31 850	36 990	10,2%	9,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	280	1 900	2 180	0,6%	0,5%
S - Autres activités de services	1 860	4 390	6 250	3,7%	1,2%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	870	5 160	6 030	1,7%	1,5%
U - Activités extra-territoriales	10	670	680	0,0%	0,2%
Z - Non déterminé	1 810	740	2 550	3,6%	0,2%
Total	50 240	353 080	403 320	100,0%	100,0%